

NATO SANS CLASSIFICATION

3 janvier 2019

DOCUMENT
C-M(2018)0070-AS1

**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN
SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS
DU CENTRE D'INFORMATION ET D'ANALYSE SUR LA SÉCURITÉ
DES MUNITIONS POUR LES EXERCICES 2017, 2016 ET 2015**

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 21 décembre 2018, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note des rapports de l'IBAN sur les états financiers 2017, 2016 et 2015 du Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions (MSIAC), joints au C-M(2018)0070, il a avalisé le rapport établi par le RPPB au sujet des rapports de l'IBAN et il a donné son accord pour que le rapport du RPPB, les rapports de l'IBAN et les états financiers correspondants soient communiqués au public.

(signé) Jens Stoltenberg
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du C-M(2018)0070 et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION

14 décembre 2018

DOCUMENT

C-M(2018)0070

Procédure d'accord tacite :

21 déc 2018 15:30

**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN
SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS
DU CENTRE D'INFORMATION ET D'ANALYSE SUR LA SÉCURITÉ DES MUNITIONS
POUR LES EXERCICES 2017, 2016 ET 2015**

Note du secrétaire général

1. On trouvera ci-joint les rapports du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) sur la vérification des états financiers du Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions (MSIAC) pour les exercices 2017, 2016 et 2015. Pour l'exercice 2017, l'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers et une opinion avec réserve sur la conformité et, pour les exercices 2016 et 2015, une opinion avec réserve tant sur les états financiers que sur la conformité.
2. Les rapports de l'IBAN ont été examinés par le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) (voir annexe).
3. Je ne pense pas que cette question doive être débattue plus avant. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au vendredi 21 décembre 2018 à 15h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note des rapports de l'IBAN sur les états financiers 2017, 2016 et 2015 du MSIAC, qu'il aura avalisé le rapport établi par le RPPB au sujet des rapports de l'IBAN, et qu'il est d'accord pour que le rapport du RPPB, les rapports de l'IBAN et les états financiers correspondants soient communiqués au public.

(signé) Jens Stoltenberg

1 annexe
1 pièce jointe
1 appendice

Original : anglais



NATO SANS CLASSIFICATION

**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DU CENTRE
D'INFORMATION ET D'ANALYSE SUR LA SÉCURITÉ DES MUNITIONS (MSIAC)
POUR LES EXERCICES 2017, 2016 ET 2015**

**Rapport du Bureau de la planification et de la politique générale des
ressources (RPPB)**

Références :

- | | |
|--------------------|---|
| A. IBA-A(2018)0125 | Rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers 2017 du MSIAC |
| B. IBA-A(2018)0037 | Rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers 2016 du MSIAC |
| C. IBA-A(2018)0036 | Rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers 2015 du MSIAC |
| D. C-M(2015)0025 | Règlement financier de l'OTAN (NFR) |
| E. PO(2018)0491 | Revue des fonctions du siège de l'OTAN |
| F. PO(2015)0052 | Mandat issu du sommet du pays de Galles concernant la transparence et l'obligation de rendre compte |

INTRODUCTION

1. Le présent rapport est consacré aux rapports que le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) a établis à la suite de la vérification des états financiers du MSIAC pour les exercices 2017, 2016 et 2015 (références A à C). L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers et une opinion avec réserve sur la conformité pour l'exercice 2017, et une opinion avec réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour les exercices 2016 et 2015.

OBSERVATIONS

2. Rapport d'audit 2017 – L'IBAN a constaté que d'importants progrès avaient été réalisés par le MSIAC en 2017 : il n'a pas eu de nouvelle observation à formuler et il a noté que deux des quatre questions ayant fait l'objet d'observations précédemment avaient été réglées.

3. La question relative à un exercice précédent qui n'a pas été réglée en 2017 et qui justifie la réserve formulée au sujet de la conformité est celle du recours par le MSIAC à un « fonds de réserve de gestion » contrevenant au NFR. L'IBAN a constaté qu'au lieu d'être annulées, des autorisations non engagées avaient été conservées¹ sans être destinées à une fin bien précise, pour financer d'éventuels besoins urgents. Dans sa recommandation, l'IBAN avait indiqué que, si le Comité directeur du MSIAC était convaincu de la nécessité d'un tel fonds, il devait solliciter l'approbation par le Conseil d'une dérogation aux articles 24.2 et 29.3 du NFR (référence D). Le Comité directeur du MSIAC soutient dans son principe l'existence d'un tel fonds. Le contrôleur des finances prévoit de demander la

¹ La valeur des autorisations non engagées qui ont été conservées s'élevait à 474 000 EUR à la fin de l'exercice 2017 et à 840 000 EUR à la fin de l'exercice 2016.

dérégulation en 2019 et estime que la question devrait être réglée pour l'exercice correspondant. Pour plus d'informations, on se reportera au plan d'action figurant en appendice.

4. La deuxième question ayant fait l'objet d'une observation, mais sans avoir d'incidence sur l'opinion émise par l'IBAN, concernait les améliorations à apporter dans les domaines de la gestion des risques, du contrôle interne et de l'audit interne. Le contrôleur des finances continue de travailler à l'élaboration d'un tableau exhaustif des risques pour ses activités, et le MSIAC adoptera une politique de gestion des risques ainsi qu'un cadre de contrôle interne d'ici la fin 2019. Le contrôleur des finances ne s'attend toutefois pas à ce que le NFR soit pleinement respecté dans les domaines de la gestion des risques, du contrôle interne et de l'audit interne avant la fin de l'exercice 2020. Pour plus d'informations, on se reportera au plan d'action figurant en appendice.

5. Rapports d'audit 2016 et 2015 – L'IBAN n'a eu aucune nouvelle observation à formuler dans son rapport sur la vérification des états financiers de 2016. Il a émis une opinion avec réserve sur les états financiers 2016 rectifiés en raison du manque de fiabilité et de comparabilité des données financières de 2015 présentées dans les états financiers de 2016. Quatre questions ayant fait l'objet d'observations devaient encore recevoir une suite et deux d'entre elles ont encore eu une incidence sur l'opinion émise au sujet de la conformité.

5.1. Dans son rapport sur la vérification des états financiers de 2015, l'IBAN a formulé six observations. L'une de ces observations a eu une incidence sur l'opinion émise sur les états financiers ainsi que sur la conformité. Quatre observations ont eu une incidence sur l'opinion émise au sujet de la conformité, et une observation n'a eu d'incidence sur aucune des deux opinions émises.

5.2. Le principal problème que l'IBAN avait constaté lors de l'audit des états financiers de 2015 et qui avait donné lieu à la formulation d'une observation ayant eu une incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et au sujet de la conformité était l'existence d'insuffisances significatives dans le contrôle interne du compte rendu financier. Du fait de ces insuffisances, l'état de l'exécution du budget et le tableau des flux de trésorerie n'étaient pas correctement présentés, des soldes figurant sous les rubriques « Trésorerie » et « Autres dettes à court terme » n'étaient pas dûment étayés et un changement de méthode comptable avait été opéré sans être justifié.

5.3. Les problèmes comptables constatés par l'IBAN dans les états financiers de 2015 ont été pris en compte par le Bureau du contrôle financier (OFC) du Secrétariat international (SI) et rectifiés en conséquence dans les états financiers de 2016. Ces problèmes étaient dus en grande partie aux difficultés rencontrées au cours des premiers mois de l'utilisation du système de planification des ressources d'entreprise (ERP).

5.4. L'IBAN a formulé trois observations qui ont eu une incidence sur l'opinion émise au sujet de la conformité des états financiers de 2015. Premièrement, les états financiers de 2015 n'ont pas été publiés dans les délais prévus par le Règlement financier de l'OTAN. Cette observation a aussi été formulée au sujet des états financiers de 2016, mais la

question a été réglée pour 2017. Deuxièmement, la déclaration sur le contrôle interne requise n'a pas été publiée avec les états financiers de 2015 ; cette question a été réglée étant donné qu'une telle déclaration a été publiée avec les états financiers de 2016. Troisièmement, l'IBAN a constaté que le SI n'avait pas procédé au rapprochement mensuel des soldes de trésorerie du système comptable et des relevés bancaires en 2015. L'absence de rapprochement a aussi fait l'objet d'une observation pour les états financiers de 2016 et a donné lieu à la formulation d'une réserve au sujet de leur conformité, mais la question a été réglée pour 2017.

5.5. Par ailleurs, l'IBAN a constaté d'importants retards dans la communication des informations nécessaires pour l'audit. Cette observation n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise.

EXAMEN DE LA QUESTION

6. Le RPPB est satisfait des progrès réalisés par le MSIAC entre 2015 et 2017. L'OFC du SI a beaucoup avancé : il a implémenté le système ERP, il a formé et recruté le personnel nécessaire et il a actualisé efficacement les processus de compte rendu financier. Le RPPB prend note des améliorations apportées dans plusieurs domaines suite aux insuffisances constatées dans les rapports d'audit pour les exercices 2015 et 2016 (références B et C).

7. Le MSIAC est une entité OTAN multinationale qui est tenue de se conformer au NFR. Les demandes de dérogation au NFR doivent être soumises à l'approbation du Conseil. Ce dernier a déjà approuvé des demandes similaires émanant des organes directeurs des FORACS², de la NAGSMO³, de la NAPMO⁴ et de la NSPO⁵, et il s'attend à recevoir la demande de dérogation du MSIAC d'ici mars 2019. Le RPPB considère cependant comme problématique l'approbation de dérogations permanentes au NFR.

8. Le RPPB note par ailleurs que le MSIAC a encore des progrès à faire pour parvenir à la conformité avec les articles du NFR concernant le contrôle interne, la gestion des risques et l'audit interne et attend de lui qu'il poursuive ses efforts en ce sens.

CONCLUSIONS

9. Les problèmes que l'IBAN avait constatés dans le cadre de son audit des états financiers du MSIAC pour les exercices 2015 et 2016 étaient dus principalement aux difficultés liées à l'implémentation de l'ERP et à des problèmes de personnel persistants au sein du Bureau du contrôle financier. Les difficultés liées à l'implémentation de l'ERP ont été traitées progressivement. L'IBAN n'a pas constaté d'autres problèmes lors de sa

² C-M(2018)0032.

³ C-M(2017)0011.

⁴ PO(2015)0751.

⁵ C-M(2017)0048.

vérification des états financiers de 2016 et 2017 et a considéré que ces deux jeux d'états financiers avaient été correctement établis.

10. En ce qui concerne l'observation formulée par l'IBAN au sujet du « fonds de réserve de gestion » du MSIAC, le RPPB encourage le MSIAC à soit demander une dérogation au NFR soit réduire ses avoirs en caisse au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche suivante, et ce avant la vérification des états financiers de 2018.

RECOMMANDATIONS

11. Le RPPB recommande au Conseil :

11.1. de prendre note des rapports de l'IBAN (références A, B et C) ;

11.2. de prendre note du caractère problématique de l'approbation de dérogations permanentes au NFR ;

11.3. d'approuver les conclusions figurant aux paragraphes 9 et 10 du présent rapport ;

11.4. d'approuver la communication au public du présent rapport, des rapports de l'IBAN et des états financiers 2015, 2016 et 2017 correspondants.

Plan d'action pour le règlement des questions en souffrance

1. Le présent plan d'action fait le point sur les questions restant à régler qui sont mentionnées dans le rapport de l'IBAN (référence A). La direction a classé ces questions en trois catégories – à traiter, en cours et traitée –, en s'appuyant sur les définitions suivantes :
- 1.1. À traiter : La direction réfléchit à la meilleure manière de donner suite à l'observation ou elle la traitera ultérieurement.
- 1.2. En cours : La direction travaille activement au règlement de la question et a avancé dans la résolution du problème.
- 1.3. Traitée : La direction estime que la question a été réglée de manière satisfaisante ou considère qu'il ne lui est pas possible de prendre d'autres mesures.

Incidence sur l'opinion et observation de l'IBAN	Plan d'action	État de la question	Échéance pour le règlement de la question
<i>Incidence sur l'opinion concernant la conformité</i> Recours à un fonds de réserve de gestion contrevenant à la version révisée du Règlement financier de l'OTAN	Le Comité directeur du MSIAC a pris note de la recommandation du Collège. À sa réunion de mars 2016 (SC23), il a réaffirmé qu'il considérerait que le maintien d'une réserve était essentiel au bon fonctionnement du projet MSIAC. Cette réserve est notamment constituée des droits d'adhésion versés par les nouveaux pays membres en guise de contribution aux produits et aux services développés par le MSIAC depuis 25 ans. À ce titre, elle est destinée à couvrir les dépenses futures liées aux activités du MSIAC. Un plan quinquennal est approuvé chaque année, qui doit permettre de réduire progressivement le fonds de réserve, en fonction du niveau visé par le Comité directeur du MSIAC. Une demande de dérogation à la version révisée du NFR sera introduite, comme cela a été fait pour le Bureau des FORACS OTAN.	En cours	Début 2019

Incidence sur l'opinion et observation de l'IBAN	Plan d'action	État de la question	Échéance pour le règlement de la question
<i>Pas d'incidence sur l'opinion</i> Nécessité d'apporter des améliorations dans les domaines de la gestion des risques, du contrôle interne et de l'audit interne.	L'OFC travaille à l'élaboration d'un tableau exhaustif des risques pour ses activités. Ce tableau s'appliquera donc également au MSIAC. Le MSIAC examinera avec l'OFC la question de l'adoption formelle d'une politique de gestion des risques et d'un cadre de contrôle interne. On trouvera des informations complémentaires dans le PO(2018)0491. Le MSIAC établira une politique de gestion des risques, se dotera d'un cadre de contrôle interne, évaluera, documents à l'appui, le système de contrôle interne et les procédures de gestion des risques et améliorera les activités d'audit interne.	À traiter	Fin 2019, mais l'échéance dépendra du résultat de la revue des fonctions

Enclosure to
C-M(2018)0070



NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION
ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD
INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS
COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

NATO UNCLASSIFIED



IBA-A(2018)0125
30 October 2018

To: Secretary General
(Attn: Director of the Private Office)

Cc: Chairman, MSIAC Steering Committee
Project Manager, MSIAC
Financial Controller, International Staff (IS)
Chairman, Resource Policy & Planning Board (RPPB)
Branch Head, Plans and Policy Branch, NATO Office of Resources (NOR)
Private Office Registry

Subject: *International Board of Auditors for NATO (Board) Auditor's Report and Letter of Observations and Recommendations on the audit of the Munitions Safety Information Analysis Center (MSIAC) Financial Statements for the year ended 31 December 2017 – IBA-AR(2018)0030*

The Board submits herewith its approved Auditor's Report (Annex 2) and Letter of Observations and Recommendations (Annex 3) with a Summary Note for distribution to the Council (Annex 1).

The Board's report sets out an unqualified opinion on the Financial Statements of the MSIAC and a qualified opinion on compliance for financial year 2017.

Yours sincerely,

Hervé-Adrien Metzger
Chairman

Attachments: As stated above.

Boulevard Léopold III - B-1110 Bruxelles - Belgique
Tel.: +32(0)2 707 41 11



**Note succincte
du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN
à l'intention du Conseil
sur la vérification des états financiers
du Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions (MSIAC)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2017**

Le Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions (MSIAC) constitue, au sein de l'Alliance, un organe de coordination destiné à faciliter les programmes OTAN et nationaux de conception de munitions. Le MSIAC est dirigé et géré par un comité directeur et un directeur de projet. En 2017, la dotation budgétaire du MSIAC (reports compris) s'élevait à 1,87 million d'euros (MEUR), et les dépenses au titre du budget ont représenté 1,73 MEUR.

Le Collège a émis une opinion sans réserve sur les états financiers du MSIAC pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et une opinion avec réserve sur la conformité pour cet exercice.

Lors de son audit, le Collège n'a pas relevé de questions autres que celles qui avaient déjà fait l'objet d'observations à l'issue de l'audit précédent.

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux observations formulées lors de l'audit précédent et a constaté que deux questions restaient à régler et que deux autres avaient été réglées. Une observation continue de justifier la réserve émise au sujet de la conformité (voir annexe 3).

L'opinion (annexe 2) et la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3) ont été transmises au MSIAC et au Secrétariat international, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans la lettre (appendice à l'annexe 3).

26 octobre 2018

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS

DU CENTRE D'INFORMATION ET D'ANALYSE SUR LA SÉCURITÉ DES MUNITIONS

(MSIAC)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

**OPINION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD****Rapport sur les états financiers**

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers du Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions, qui se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et de diverses notes explicatives. Le Collège a également vérifié l'état de l'exécution du budget pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Responsabilité de la direction

La direction est chargée d'établir les états financiers conformément au cadre comptable OTAN et au Règlement financier de l'OTAN tels qu'ils ont été fixés par le Conseil de l'Atlantique Nord, et de veiller à ce qu'ils donnent une image fidèle de la situation de l'entité. Elle est ainsi responsable de la conception, de l'application et de la tenue d'un système de contrôle interne de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur.

Responsabilité du Collège

Il incombe au Collège de formuler sur ces états financiers une opinion qui soit fondée sur son travail de vérification, lequel aura été effectué conformément aux dispositions de sa charte et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que le Collège respecte certains principes déontologiques, et qu'il planifie et effectue sa vérification de manière à parvenir à une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Un audit consiste à appliquer des procédures permettant d'obtenir des éléments probants relatifs aux montants et aux informations figurant dans les états financiers. Les procédures retenues à cette fin sont laissées à l'appréciation de l'auditeur, qui évalue notamment les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Pour l'évaluation de ces risques, le système de contrôle interne sur lequel s'appuient l'établissement et la présentation des états financiers de l'entité concernée est pris en considération, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Il s'agit aussi de déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables faites par la direction sont raisonnables, ainsi que d'évaluer la présentation générale des états financiers.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Opinion sur les états financiers

L'opinion du Collège est qu'à tous égards significatifs, les états financiers donnent une image fidèle, conforme au cadre comptable OTAN, de la situation financière du MSIAC au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Rapport sur la conformité*Responsabilité de la direction*

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de l'établissement et de la présentation des états financiers, la direction est chargée de veiller à ce que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers soient conformes aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN et du Règlement du personnel civil de l'OTAN telles qu'elles ont été fixées par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Responsabilité du Collège

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de la formulation d'une opinion sur les états financiers, le Collège est chargé de se prononcer sur le point de savoir si les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN. Il lui incombe notamment d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les fonds ont été utilisés pour le règlement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur dans le domaine financier et en matière de personnel. De telles procédures prévoient notamment l'évaluation des risques de non-conformité significative.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur la conformité

Le Collège a constaté qu'au 31 décembre 2017, le MSIAC détenait 474 000 EUR d'excédents cumulés. Ces excédents constituent une réserve, destinée à financer des besoins urgents. L'existence d'une telle réserve contrevient aux articles 24.2 et 29.3 du Règlement financier de l'OTAN, qui prévoient respectivement que les autorisations non engagées tombent en annulation en fin d'exercice et que le montant de chaque tranche soit calculé de façon que le total des avoirs en caisse reste limité au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche suivante.

Opinion avec réserve sur la conformité

L'opinion du Collège est que, à l'exception des questions mentionnées dans la section précédente, les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers du MSIAC sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Bruxelles, le 26 octobre 2018



Hervé-Adrien Metzger
Président

26 octobre 2018

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

**LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS
CONCERNANT LE CENTRE D'INFORMATION ET D'ANALYSE SUR LA SÉCURITÉ
DES MUNITIONS
(MSIAC)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Introduction

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers du Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions (MSIAC) pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Il a émis une opinion sans réserve à leur sujet et une opinion avec réserve sur la conformité.

Observations et recommandations

Le Collège n'a pas eu d'observation à formuler à l'issue de l'audit.

Le Collège a également fait le point sur la suite donnée aux observations et aux recommandations formulées lors de précédents audits, et il a constaté que deux questions avaient été réglées et que deux autres devaient encore l'être. Une observation continue de justifier la réserve émise au sujet de la conformité.

Le Collège a par ailleurs adressé à la direction du MSIAC une lettre faisant le point sur la suite donnée aux observations formulées lors de précédents audits (référence : IBA-AML(2018)0017).

La présente lettre d'observations et de recommandations a été soumise au MSIAC et au Secrétariat international, dont les commentaires officiels ont ensuite été intégrés dans la lettre (appendice à l'annexe 3).

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux observations et aux recommandations formulées à l'issue de l'audit précédent. On en trouvera un récapitulatif dans le tableau ci-dessous.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2018)0001, paragraphe 1 RECOURS À UN FONDS DE RÉSERVE DE GESTION CONTREVENANT À LA VERSION RÉVISÉE DU RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN ; Recommandation du Collège Le Collège recommande au MSIAC de se conformer à l'article 29.3 du NFR et de limiter les avoirs en caisse au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche de contribution suivante. Si, néanmoins, le Comité directeur du MSIAC reste convaincu de la nécessité d'une telle réserve de gestion, il doit solliciter l'approbation par le Conseil d'une dérogation aux articles 24.2 et 29.3 du NFR.	Le solde du fonds de réserve a été ramené de 840 000 EUR à 474 000 EUR, mais il n'est toujours pas conforme au NFR et continue donc de justifier la formulation d'une réserve sur la conformité. Selon les informations communiquées au Collège, le MSIAC a l'intention de demander une dérogation à la version révisée du NFR.	Question restant à régler .
(2) Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2018)0001, paragraphe 4 ABSENCE DE RAPPROCHEMENT RÉGULIER DES SOLDES BANCAIRES Recommandation du Collège Le Collège recommande de procéder au rapprochement mensuel des soldes de trésorerie et d'en garder la trace. Il sera ainsi plus facile de repérer à temps les éventuelles inexactitudes. Le résultat de ce travail devra être signé par celui qui l'aura effectué et celui qui l'aura vérifié.	Des rapprochements bancaires mensuels ont été effectués en 2017.	Question réglée .

(3) Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2018)0001, paragraphe 5 INSUFFISANCES SIGNIFICATIVES DANS LE CONTRÔLE INTERNE DU COMPTE RENDU FINANCIER Recommandation du Collège Le Collège recommande au MSIAC a) de mettre en place des procédures internes solides qui définissent les responsabilités, les exigences et les contrôles associés à l'établissement des états financiers, le but étant de faire en sorte que ceux-ci soient exempts de toute inexactitude significative et de toute autre erreur ou omission ; b) de ne faire apparaître dans l'état de la situation financière que les actifs et passifs qui sont assortis des éléments probants nécessaires et de conserver les pièces justificatives à des fins d'audit ; c) d'améliorer le contrôle interne du compte rendu financier de manière à être certain que toutes les charges sont consignées dans les états financiers de l'exercice auquel elles se rapportent.	Le Bureau du contrôle financier du Secrétariat international a instauré des contrôles plus efficaces concernant l'établissement de ses états financiers. Le Collège n'a ainsi constaté aucune inexactitude significative ni aucune autre erreur ou omission. Les actifs et les passifs apparaissant dans l'état de la situation financière étaient assortis des éléments probants et des pièces justificatives nécessaires. Le contrôle interne a été amélioré et les charges ont été consignées dans les états financiers de l'exercice auquel elles se rapportent.	Question réglée.
(4) Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2018)0001, paragraphe 6 EFFORTS SUR LA VOIE DE LA CONFORMITÉ AVEC LA VERSION RÉVISÉE DU RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN, ET EN PARTICULIER AVEC LES ARTICLES RELATIFS AU CONTRÔLE INTERNE, À LA GESTION DES RISQUES ET À L'AUDIT INTERNE. Recommandation du Collège Le Collège formule les recommandations ci-après à l'intention du MSIAC. a) Le MSIAC devrait publier une politique de gestion des risques et faire en sorte que des registres de risques soient mis en place et utilisés.	a) Aucune politique spécifique de gestion des risques n'a encore été mise en place, mais il existe un registre des risques opérationnels.	Question restant à régler.

b) En application des FRP XII, alinéa 3) (e), le MSIAC devrait se doter d'un cadre de contrôle interne spécifique pour l'évaluation de son système de contrôle interne, prévue par l'article 12 du NFR. Étant donné que d'autres entités OTAN, dont l'ACT et la NAPMA, ont déjà adopté le cadre de contrôle interne du COSO, susceptible d'être utilisé par des entités de toutes tailles, le MSIAC devrait envisager d'adopter lui aussi ce cadre.	b) Le MSIAC ne s'est pas encore doté d'un cadre de contrôle interne spécifique.	
c) En coordination avec le Secrétariat international, lorsqu'il y a lieu, le MSIAC devrait entamer un travail d'évaluation et de consignation du fonctionnement du système de contrôle interne et des procédures de gestion des risques, afin de se conformer aux articles 11 et 12 du NFR, aux FRP XI et XII et au cadre de contrôle interne qu'il aura choisi.	c) Aucun travail d'évaluation et de consignation du fonctionnement du système de contrôle interne et des procédures de gestion des risques n'a été effectué en 2017.	
d) Le MSIAC devrait veiller, en recourant à l'externalisation si elle est jugée plus intéressante sur le plan financier, à ce que les activités d'audit interne comportent une analyse de la gestion des risques et du contrôle interne dans l'ensemble du MSIAC.	d) Aucune activité d'audit interne portant sur la gestion des risques et le contrôle interne n'a été menée en 2017.	

**COMMENTAIRES OFFICIELS DU CENTRE D'INFORMATION ET D'ANALYSE
SUR LA SÉCURITÉ DES MUNITIONS (MSIAC)
ET DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL (SI)
CONCERNANT LA LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS
ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN**

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

(1) Rapport d'audit 2015

IBA-AR(2018)0001, paragraphe 1

RECOURS À UN FONDS DE RÉSERVE DE GESTION CONTREVENANT À LA VERSION RÉVISÉE DU RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN ;

Commentaires officiels du MSIAC et du SI

Le Comité directeur du MSIAC prend note de la recommandation du Collège. À sa réunion de mars 2016 (SC23), il a réaffirmé qu'il considérait que le maintien d'une réserve était essentiel au bon fonctionnement du projet MSIAC. Cette réserve est notamment constituée des droits d'adhésion versés par les nouveaux pays membres en guise de contribution aux produits et aux services développés par le MSIAC depuis 25 ans. À ce titre, elle est destinée à couvrir les dépenses futures liées aux activités du MSIAC. Un plan quinquennal est approuvé chaque année, qui doit permettre de réduire progressivement le fonds de réserve, en fonction du niveau visé par le Comité directeur du MSIAC.

Une demande de dérogation à la version révisée du NFR sera introduite, comme cela a été fait pour le Bureau des FORACS OTAN.

(4) Rapport d'audit 2015

IBA-AR(2018)0001, paragraphe 6

EFFORTS SUR LA VOIE DE LA CONFORMITÉ AVEC LA VERSION RÉVISÉE DU RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN, ET EN PARTICULIER AVEC LES ARTICLES RELATIFS AU CONTRÔLE INTERNE, À LA GESTION DES RISQUES ET À L'AUDIT INTERNE.

Commentaires officiels du MSIAC et du SI

Le MSIAC et le SI souscrivent à la recommandation. Le Comité directeur procède régulièrement au réexamen du registre des risques opérationnels. L'OFC travaille à l'élaboration d'un tableau exhaustif des risques pour ses activités. Ce tableau s'appliquera donc également au MSIAC. Le MSIAC examinera avec l'OFC la question de l'adoption formelle d'une politique de gestion des risques et d'un cadre de contrôle interne. S'agissant de l'audit interne, le MSIAC bénéficie

des activités d'audit interne menées au niveau du SI dans la mesure où tout le soutien administratif, humain et financier qu'il reçoit est fourni par le SI de l'OTAN, dont l'audit interne est réalisé par le Service Audit interne du SI. Compte tenu du niveau relativement modeste du budget du MSIAC, il convient de tenir compte du rapport coût-avantage avant d'envisager l'organisation d'autres activités d'audit interne.

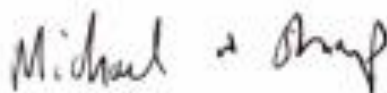
NATO UNCLASSIFIED

FC(2018)0031

NATO MSIAC
FINANCIAL STATEMENTS
Financial Year 2017

Annexes:

- 1 Statement of Financial Position
- 2 Statement of Financial Performance
- 3 Cash Flow Statement
- 4 Statement of Changes in Net Assets
- 5 Statement of Budget Execution
as of 31 December 2017
- 6 Statement of Budget Execution
as of 31 December 2016
- 7 Explanatory notes to the financial statements



Dr. M. SHARP
Project Manager MSIAC



S. CHAGNOT
Financial Controller NATO-IS

NATO UNCLASSIFIED

NATO MSIAC
Statement of financial position

As at 31 December 2017

(in EUR)

	Notes	Current Year	Prior Year	Variance
		2017	2016	CY - PY
Assets				
Current assets				
Cash and cash equivalents	3 & 4	1,284,597.90	1,517,655.56	-233,057.66
Short term investments	3	0.00	0.00	0.00
Receivables	5	7,060.73	168,717.50	-161,656.77
Prepayments	6	388.18	5,065.48	-4,677.30
Other current assets	6	0.00	0.00	0.00
Inventories	7			0.00
		1,292,046.81	1,691,438.54	-399,391.73
Non-current assets				
Receivables	5	0.00	0.00	0.00
Property, plant & equipment	8	0.00	0.00	0.00
Intangible assets	8	0.00	0.00	0.00
Other non-current assets		0.00	0.00	0.00
		0.00	0.00	0.00
Total assets		1,292,046.81	1,691,438.54	-399,391.73
Liabilities				
Current liabilities				
Payables	9	684,014.48	700,204.06	-16,189.58
Deferred revenue	10	5,369.65	4,300.00	1,069.65
Advances	11	0.00	0.00	0.00
Short term provisions	12	0.00	0.00	0.00
Other current liabilities	13	128,732.61	146,637.98	-17,905.37
		818,116.74	851,142.04	-33,025.30
Non-current liabilities				
Payables	14	0.00	0.00	0.00
Long term provisions	14	0.00	0.00	0.00
Non Current Deferred revenue	14	0.00	0.00	0.00
Other non-current liabilities	14	0.00	0.00	0.00
		0.00	0.00	0.00
Total liabilities		818,116.74	851,142.04	-33,025.30
Net assets				
Capital assets				
Reserves				
Accumulated surplus / (deficit)		473,930.07	840,296.50	-366,366.43
Total net assets/ equity	15	0.00	0.00	0.00

NATO MSIAC
Statement of financial performance

As at 31 December 2017

(in EUR)			
Notes	Current Year	Prior Year	Variance
	2017	2016	CY - PY
Revenue			
16			
Non exchange revenue	1,737,278.93	1,655,956.64	81,322.29
Exchange revenue	0.00	0.00	0.00
Other revenue	0.00	225.06	-225.06
Financial revenue	0.00	3,346.52	-3,346.52
Total revenue	1,737,278.93	1,659,528.22	77,750.71
Expenses			
17			
Personnel	1,290,874.23	1,207,902.10	82,972.13
Contractual supplies and services	442,000.39	448,054.54	-6,054.15
Depreciation and amortization	0.00	0.00	0.00
Impairment	0.00	0.00	0.00
Provisions	0.00	0.00	0.00
Other expenses	1,585.34	0.00	1,585.34
Finance costs	2,818.97	3,571.58	-752.61
Total expenses	1,737,278.93	1,659,528.22	77,750.71
Surplus/(Deficit) for the period	0.00	0.00	0.00

NATO MSIAC **Statement of cash flow**

As at 31 December 2017

	(in EUR)	
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Cash flow from operating activities		
Surplus/(Deficit)		
Non-cash movements		
Depreciation/ Amortisation		
Impairment		
Use of Cash Reserves	-366,366.43	-114,690.62
Increase / (decrease) in payables	-16,189.58	-197,554.75
Increase/ (decrease) in other current liabilities	-16,835.72	65,233.89
Increase/ (decrease) in provisions		0.00
(Gains)/losses on sale of property, plant and equipment		0.00
Decrease/ (Increase) in other current assets	4,677.30	-4,344.17
Decrease/ (Increase) in receivables	161,656.77	-154,450.52
Decrease/ (Increase) in other non-current assets		
Net cash flow from operating activities	<u>-233,057.66</u>	<u>-405,806.17</u>
Cash flow from investing activities		
Purchase of property plant and equipment / Intangible assets		
Proceeds from sale of property plant and equipment		
Net cash flow from investing activities	<u>0.00</u>	<u>0.00</u>
Cash flow from financing activities		
Net cash flow from financing activities	<u>0.00</u>	<u>0.00</u>
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents	<u>-233,057.66</u>	<u>-405,806.17</u>
 Cash and cash equivalent at the beginning of the period	 <u>1,517,655.56</u>	 <u>1,923,461.73</u>
Cash and cash equivalent at the end of the period	<u>1,284,597.90</u>	<u>1,517,655.56</u>

NATO MSIAC
Statement of Change in Net Assets/Equity

As at 31 December 2017

(in EUR)

Balance at the beginning of the period 2015	954,987.12
Changes in accounting policy	
Restated balance	
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	
Exchange difference on translating foreign operations	
Gain on property revaluation	
Use of Cash Reserves	-114,690.62
Surplus/(deficit) for the period	
Change in net assets/equity for the year ended 2016	840,296.50
Balance at the beginning of the period 2016	840,296.50
Changes in accounting policy	
Restated balance	
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	
Exchange difference on translating foreign operations	
Gain on property revaluation	
Use of Cash Reserves	-366,366.43
Surplus/(deficit) for the period	
Change in net assets/equity for the year ended 2017	473,930.07
Balance at the end of the period 2017	473,930.07

NATO MSIAC
Statement of Budget Execution
as at 31 December 2017

(Amounts in euro)	Initial budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final budget	Actuals	Carry forward	Lapsed
Budget 2017										
Chapter 1	1,436,000		1,436,000		1,436,000		1,436,000	1,412,323	5,125	18,552
Chapter 2	427,100		427,100		427,100		427,100	316,414	245	110,441
Chapter 3	-		-		-		-			-
Chapter 4	-		-		-		-			-
Total FY 2017	1,863,100	-	1,863,100	-	1,863,100	-	1,863,100	1,728,738	5,370	128,993
Budget 2016										
Chapter 1	-		-		-		-			-
Chapter 2	4,300		4,300		4,300		4,300	4,137	-	163
Chapter 3	-		-		-		-			-
Total FY 2016	4,300	-	4,300	-	4,300	-	4,300	4,137	-	163
Budget 2015										
Chapter 1										
Chapter 2										
Chapter 3										
Total FY 2015	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total all budgets	1,867,400	-	1,867,400	-	1,867,400	-	1,867,400	1,732,875	5,370	129,156

NATO MSIAC
Statement of Budget Execution
as at 31 December 2016

(Amounts in euro)	Initial budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final budget	Actuals	Carry forward	Lapsed
Budget 2016										
Chapter 1	1,340,900	6,000	1,346,900		1,346,900		1,346,900	1,289,830	-	57,070
Chapter 2	369,675	-6,000	363,675		363,675		363,675	355,091	4,300	4,284
Chapter 3	-		-		-		-			-
Chapter 4	-		-		-		-			-
Total FY 2016	1,710,575	-	1,710,575	-	1,710,575	-	1,710,575	1,644,921	4,300	61,354
Budget 2015										
Chapter 1	7,860		7,860		7,860		7,860	5,464		2,396
Chapter 2	7,355		7,355		7,355		7,355	1,272	-	6,083
Chapter 3	-		-		-		-			-
Total FY 2015	15,215	-	15,215	-	15,215	-	15,215	6,735	-	8,479
Budget 2014										
Chapter 1										
Chapter 2	2,247		2,247		2,247		2,247			2,247
Chapter 3										
Total FY 2014	2,247	-	2,247	-	2,247	-	2,247	-	-	2,247
Total all budgets	1,728,037	-	1,728,037	-	1,728,037	-	1,728,037	1,651,657	4,300	72,080

**EXPLANATORY NOTES TO MSIAC
2017 FINANCIAL STATEMENTS****NOTE 1: GENERAL INFORMATION**

At the October 1990 Conference of National Armaments Directors (CNAD) meeting, the MOU establishing NATO Insensitive Munitions Information Centre (NIMIC) as a Project Office under CNAD was signed. The project transitioned to cover the wider aspects of Munition Safety in 2004 becoming the Munitions Safety Information Analysis Centre (MSIAC)

MSIAC is a member nations' funded and directed NATO Project office. Its goal is to help nations reduce and eliminate the risk to personnel and materiel from explosive incidents associated with own munitions. To help nations realise this goal, the project exchanges and analyses information and technology related to munition safety. MSIAC plays a central role in facilitating member nation's efforts to safely store, design, develop, procure and use safer munitions.

At the end of 2017, MSIAC had twelve participating countries: Australia, Belgium, Canada, Finland, France, Germany, Italy, the Netherlands, Norway, Spain, Sweden, the United Kingdom and the United States.

The MSIAC Steering Committee (one representative per member nation) is the governing body of the MSIAC. Steering Committee members are nominated by their respective national authorities.

For administrative purposes only, MSIAC is attached to the Defence Investment Division of the IS.

The participating countries pay all operational and administrative costs relating to the Project office, in accordance with an agreed cost-sharing formula.

NOTE 2: ACCOUNTING POLICIES

The principal accounting policies adopted in the preparation of these financial statements are set out below.

Declaration of Conformity

The MSIAC financial statements have been prepared in accordance with NATO Financial Regulations (NFR), the Financial Rules and Procedures (FRP) and the NATO Accounting Framework, which is an adapted version of the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Basis of Preparation

These financial statements have been prepared on a going-concern basis. The assumption is that MSIAC is a going concern and will continue in operation and meet its objectives and obligations for the foreseeable future.

The financial year is from 1 January to 31 December.

The amounts shown in these financial statements are presented in EUR.

MSIAC applied IPSAS 9 Revenue from exchange transactions and IPSAS 23 Revenue from non-exchange transactions.

The following IPSAS have no material effect on the 2017 MSIAC financial statements:

IPSAS 5: Borrowing Costs

IPSAS 6: Consolidated and Separate Financial

IPSAS 7: Investments in Associates.
 IPSAS 8: Interests in Joint Ventures
 IPSAS 10: Financial Reporting in Hyperinflationary Economies
 IPSAS 11: Construction Contracts
 IPSAS 16: Investment Property
 IPSAS 21: Impairment of non-cash generating assets
 IPSAS 26: Impairment of Cash-Generating Assets
 IPSAS 27: Agriculture
 IPSAS 32: Service Concession Arrangements: Grantor

Changes in accounting policy

None to report.

Reclassification of Financial Statements of Previous Years

A minor change has been done in the presentation of the Budget Execution Statement in order to avoid any confusion concerning the carry-forward amounts: the column previously named Commitment has been taken away and the related amounts appear now under the column Carry-Forward.

Advances to staff (essentially related to education allowance) were classified as Other Current Assets and are now classified as Prepayments as from 2016 in consideration of the fact that these are the advances on future staff benefits.

Use of Estimates

In accordance with generally accepted accounting principles, the financial statements include amounts based on estimates and assumptions by management, according to the most reliable information available, judgement and assumptions. Estimates include accrued revenue and expenses. Actual results could differ from those estimates. Changes in estimates are reflected in the period in which they become known.

Foreign Currency Transactions

The MSIAC budget is authorized and managed in EUR so contributions called are made in EUR. Foreign currency transactions as required are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the date of the transactions. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies were converted into EUR using the NATO rates of exchange applicable at year end.

Realised and unrealised gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets, and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in the Statement of Financial Performance.

MSIAC does not have any unrealised gains and losses resulting from the translation of statements.

Financial Risks

MSIAC uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts and deposit accounts.

All the financial instruments are recognised in the Statement of Financial Position at their fair value.

The organisation is exposed to a variety of financial risks, including foreign exchange risk, credit risk, currency risk, liquidity risk and interest rate risk.

a. Foreign currency exchange risk

The exposure to foreign currency risk is limited as the majority of the NATO-MSIAC's expenditures are made in EUR, the currency of its budget. The current bank accounts are held in EURO.

b. Credit risk

NATO MSIAC incurs credit risks from cash and cash equivalent held with banks and from receivables.

The maximum exposure as at year end is equal to the total amount of bank balances, short term deposits and receivables. There is very limited credit risk associated with the realization of these elements.

Concerning cash and cash equivalent NATO MSIAC credit risk is managed by holding current bank accounts and short term highly liquid deposits that are readily convertible to a known amount of cash held with ING Bank (Belgium) which has the following short term credit ratings:

ING Bank Credit Ratings as at 22/02/2018

	Fitch	Moody's	S&P
Short term	F1	NA	A2

The MSIAC outstanding accounts receivable are managed by maintaining control procedures over receivables. Most cash receivables are due from Participating Nations, which are considered credit worthy.

c. Liquidity risk

The liquidity risk, also referred to as funding risk, is based on the assessment as to whether the Organisation will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. A liquidity risk could arise from a short term liquidity requirement. There is a very limited exposure to liquidity risk because of the funding mechanism which guarantees contributions in relation to the approved budgets. Some limited risk could be due to the accuracy of budget forecasts. However, past history shows that this process results in surpluses and the budgetary rules provide for revised budgets.

d. Interest rate risk

Except for certain cash and cash equivalent balances, MSIAC's financial assets and liabilities do not have associated interest rates. MSIAC is restricted from entering into borrowings and investments, and, therefore, there is an insignificant interest rate risk. Interest earned is not a budgetary resource but contributes to the surplus owed to Nations. In case of negative interest rates, these are added to the amounts called from Participating Nations.

Current Assets

a. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash in hand, short term deposits held with banks, and other short term highly liquid investments.

b. Funds Managed for Third Parties

Funds managed on behalf of third parties are held in cash and are presented as a liability. They are accounted for when cash is effectively received.

c. Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

Contributions receivable are recognised when a call for contribution has been issued to the funding nations. No allowance for loss is recorded with respect to Member countries' assessed contributions receivable.

d. Prepayments

A prepayment is a payment in advance of the period to which it pertains and is mainly in respect of an advance payment made to a third party. This item may include advances made to staff in accordance with Civilian Personnel Regulations (such as advances on salary or on education allowance).

e. Inventories

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 12 Inventories. It is described as follows:

Control of NATO Inventories was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

Criteria that may indicate control of an asset	
The act of purchasing the asset carried out (or resulted from instructions given) by the NATO Reporting Entity.	
The legal title is in the name of the NATO Reporting Entity.	
The asset is physically located on the premises or locations used by the NATO Reporting Entity.	
The asset is physically used by staff employed by the NATO Reporting Entity or staff working under the NATO Reporting Entity's instructions.	
The fact that the NATO Reporting Entity can decide on an alternative use of the asset.	
The fact that the NATO Reporting Entity can decide to sell or to dispose the asset.	
The fact that the NATO Reporting Entity, if it has to remove or destroy the asset, can take the decision to replace it.	
The fact that a representative of the NATO Reporting Entity regularly inspects the asset to determine its current condition.	
The fact that the asset is used in achieving the objectives of the NATO Reporting Entity.	
The fact that the asset will be retained by the NATO Reporting Entity at the end of the activity.	

Capitalisation thresholds relevant to the financial statement are as follow:

Category	Threshold	Basis
Consumables	€50,000	Per location/warehouse
Spare Parts	€50,000	Per location/warehouse
Ammunition	€50,000	Per location/warehouse
Strategic stocks	€50,000	Per location/warehouse

The MSIAC will capitalise inventory which it controls in its financial statements. Where there is a conflict between more than one NATO Reporting Entity as to the control of inventory, only the end-user entity will report the inventory in its financial statements, based on reliable information provided by the NATO services provider entity as defined in individual agreements between the two entities.

The MSIAC will include transportation costs involved in bringing the inventories to their present location and condition in the initial valuation of inventory. These costs will be measured on the actual cost of transportation per item of inventory or by using an apportionment of the global transportation costs of

bringing the inventories to their present location and condition across all inventory items in the period. Transportation costs involved in the subsequent movement of inventory which brings them into operational use will not be included in the value of inventory. The method of measuring these costs will be disclosed.

The MSIAC may consider inventory acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed.

For inventory held prior to the 1 January 2013, and not previously recognized as an asset, the MSIAC will provide a brief description of inventory held within their inventory recording systems in the notes to the financial statements. Such disclosure will include as a minimum the types of inventories held, locations where inventories are held and the approximate number of items held per asset category.

Where this adaptation conflicts with another requirement of IPSAS this adaptation shall apply. For the remainder, IPSAS 12 shall apply.

The MSIAC assesses inventories under IPSAS 12. The outcome of this assessment is that the value of the inventories is immaterial both in value and in terms of the nature of the items held. Consequently, inventory is fully expensed on receipt. The materiality will be assessed each year.

In consideration of the above thresholds, MSIAC currently has no inventory.

Non-current assets - Fixed assets (Property, Plant & Equipment and Intangible Assets)

a. Property, Plant & Equipment

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 17 Property Plant and Equipment.

Control of NATO PPE was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset – they are the same as mentioned above under Inventory. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

Capitalisation thresholds relevant to the financial statement are as follow:

Category	Threshold	Depreciation life	Method
Land	€200,000	N/A	N/A
Buildings	€200,000	40 years	Straight line
Other infrastructure	€200,000	40 years	Straight line
Installed equipment	€ 30,000	10 years	Straight line
Machinery	€ 30,000	10 years	Straight line
Vehicles	€ 10,000	5 years	Straight line
Aircraft	€200,000	Dependent on type	Straight line
Vessels	€200,000	Dependent on type	Straight line
Mission equipment	€ 50,000	3 years	Straight line
Furniture	€ 30,000	10 years	Straight line
Communications	€ 50,000	3 years	Straight line
Automated information systems	€ 50,000	3 years	Straight line

The MSIAC considers PPE acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed. However, existing accounting policies will continue to be applied for any PPE assets already capitalized prior to 1 January 2013. For PPE upgraded after 1 January 2013, only the portion related to the modification will be capitalized.

In consideration of the above thresholds, MSIAC currently has no PPE.

b. Intangible Assets

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 31 Intangible Assets. It is described as follows:

Control of NATO Intangible Assets was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset – they are the same as mentioned above under Inventory. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

NATO Intangible Assets Capitalisation Thresholds - MSIAC will capitalise each intangible asset item above the following agreed NATO thresholds:

Category	Threshold	Depreciation life	Method
Computer software (commercial off the shelf)	€50,000	4 years	Straight line
Computer software (bespoke)	€50,000	10 years	Straight line
Computer database	€50,000	4 years	Straight line
Integrated system	€50,000	4 years	Straight line

MSIAC will capitalise all controlled intangible assets above the NATO Intangible Asset Capitalisation Threshold. For anything below the threshold, the MSIAC will have the flexibility to expense specific items.

MSIAC will capitalise integrated systems and include research, development, implementation and can include both software and hardware elements. But the MSIAC will not capitalise the following types of intangible assets in their financial statements:

- rights of use (air, land and water);
- landing rights;
- airport gates and slots;
- historical documents; and,
- publications

MSIAC will capitalise other types of intangible assets acquired after 1 January 2013 including:

- Copyright
- Intellectual Property Rights
- Software development

MSIAC may consider Intangible Assets acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed.

MSIAC will report controlled Intangible assets in its financial statements. Where there is a conflict between more than one NATO Reporting Entity as to the control of intangible assets, only the end-use entity will capitalise the intangible asset in its financial statements based on reliable information provided by the NATO services provider entity as defined in individual agreements between the two entities.

For intangible assets held prior to the 1 January 2013, and not previously recognized as an asset, MSIAC will provide a brief description of intangible assets held in its intangible asset recording systems in the notes to the financial statements. Such disclosure will include as a minimum the types of intangible held, locations where intangible assets are held and the approximate number of items held per asset category.

If an intangible asset is upgraded after 1 January 2013, only the portion related to the modification will be capitalised.

Where this adaptation conflicts with another requirement of IPSAS this adaptation will apply. For the remainder, IPSAS 31 shall apply. This adaptation is effective for financial reporting periods beginning on 1 January 2013.

In consideration of the above thresholds, MSIAC has no Intangible Assets.

Non-Current Assets other than PPE

There are none.

Current Liabilities

a. Payables

Payables are amounts due to third parties, including Participating Nations, based on goods received or services provided that remain unpaid. These include estimates of accrued obligations to third parties for goods and services received but not yet invoiced. Amounts due to Participating Nations in the context of their budget contributions are booked under Other Current Liabilities.

b. Advances and Unearned revenue

Advances are contributions received related to future year's budgets. Funds are called in advance of their need because MSIAC has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

Unearned revenue represents participating nations contributions which have been called for current budgets but that have not yet been recognised as revenue in the absence of any related budgetary expenditure.

c. Other Current Liabilities

Amounts corresponding to the current budgetary surplus (lapsed credits + net interests + miscellaneous income) are considered a liability towards the Participating Nations. The settlement does not follow the normal accounts payable process, since the standard approach is to return them to Participating Nations via a deduction of the following year's call for budget contributions. This liability is therefore classified under Other Current Liabilities.

This item may include other liabilities that do not result from the standard procure to pay process, such as miscellaneous transactions to be regularized between entities managed by the IS Office of Financial Control.

Non-Current Liabilities

The MSIAC has no non-current liabilities.

Net Assets

Net Assets correspond to MSIAC's Project Accumulated Surplus. Project Accumulated Surplus relates to funds resulting from past years' contributions by MSIAC member Nations in excess of budget execution that the Steering Committee decided not to redistribute to the member nations but keep for the needs of MSIAC. It is held at the direction of the Steering Committee.

Revenue Recognition

Revenue comprises contributions from Member Nations.

Revenue is recognised to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognises a liability until the condition is fulfilled.

Contributions to be called from Member Nations, based on the budget they approved, are initially recorded as unearned revenue liabilities. They are recognised as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned in the approved Budget.

Transformational adjustments were made in calculating earned revenue and expenses in the Statement of Financial Performance.

Segment Reporting

A segment is a distinguishable activity or group of activities for which it is appropriate to separately report financial information. There is no segment in MSIAC.

Statement of Financial position

NOTE 3: CASH AND CASH EQUIVALENTS – SHORT TERM INVESTMENTS

The current bank accounts are held in EUR. Deposits are held in interest-bearing bank accounts, immediately available.

cash (in EUR)	2017	2016
Cash at bank	1,284,597.90	1,517,541.97
Petty cash	-	113.59
Total	1,284,597.90	1,517,655.56

There were no short term investments.

NOTE 4: FUNDS MANAGED FOR THIRD PARTIES

MSIAC does not manage funds for third parties.

NOTE 5: ACCOUNTS RECEIVABLE

Receivables (in EUR)	2017	2016
Budgetary contributions	-	168,000.00
Others	7,060.73	717.50
Total	7,060.73	168,717.50

Contributions receivable from member nations are funds requested from the Nations to finance the current year MSIAC budget. An amount of 7,060.73 at year end 2017 was receivable from the insurer providing social security.

NOTE 6: PREPAYMENTS and OTHER CURRENT ASSETS

Prepayments and Other Current Assets relate to miscellaneous amounts due to the Project Office in relation to services to be received in the following years and advances made to staff in relation to benefits of the following year (essentially advances to staff for education allowances or for travel, etc.).

(in EUR)	2017	2016
Prepayments to Suppliers	388.18	-
Prepayments to Staff	-	5,065.48
Other Current Assets	-	-
Total	388.18	5,065.48

NOTE 7: INVENTORIES

Nothing to report, inventories are not considered material.

NOTE 8: NON-CURRENT ASSETS

MSIAC has registered no non-current assets.

NOTE 9: ACCOUNTS PAYABLE

Payables and accrued expenses may be to commercial suppliers, staff, other NATO bodies or MSIAC member Nations.

Payable to suppliers relates to goods and services for which an invoice has been received, checked, and queued for payment but for which payment was still pending at year-end.

Accrued expenses correspond to the estimated accrual obligation to third parties for goods and services received but not yet invoiced.

Payables (in EUR)	2017	2016
Suppliers	14,639.31	16,473.39
Personnel	95.67	400.33
Member Nations	650,869.50	683,330.34
Accrued expenses/Education	-	-
Accruals	18,410.00	-
Total	684,014.48	700,204.06

Payable to nations

A payable of EUR 650,869.50 (EUR 683,330.34 at year-end 2016) is in relation to the reimbursable salaries and represents the amount due to the United States (US) for one civilian staff member who is paid directly by the US government. This amount remains to be regularised.

NOTE 10: DEFERRED REVENUE**Deferred Revenue**

Deferred revenue corresponds to contributions called for the current year or before (received or receivable) that MSIAC intends to use for its initial purpose, but for which corresponding goods or services could not be received in the course of the current budget year but will be incurred after the end of the reporting period. If these amounts carried forward are not spent by the end of the second year following the year for which they were approved, these funds lapse, unless a specific decision is taken by member nations for a further carry-forward.

There were no appropriations subject to a special carry-forward.

NOTE 11: ADVANCES

No advances are called in the context of the standard call for contributions process applicable to MSIAC.

NOTE 12: SHORT TERM PROVISIONS

There were no short term provisions.

NOTE 13: OTHER CURRENT LIABILITIES

Other Current Liabilities include the Current Year Budget Surplus. Amounts corresponding to the current year budgetary surplus (lapsed credits + net interests + miscellaneous income) are considered a liability towards the Participating Nations. The settlement does not follow the standard accounts payable process, since the surplus is to be returned to Participating Nations via a deduction of the following year's call for budget contributions. To date, the agreed practice of the MSIAC Steering Committee has been to add these amounts to the Project Accumulated Surplus (see note on Net Assets).

Current Year Budget Surplus		
(amounts in EUR)	2017	2016
Lapsed Appropriations	129,155.73	72,080.09
Net Financial Income	- 2,783.40	78.24
Miscellaneous Income	1,360.28	
Others	1,000.00	74,479.65
Total	128,732.61	146,637.98

This item also included, for 2016, transactions relating to MSIAC, funded and allocated in accordance with its budget but for which payments were executed in the NATO International Staff bank accounts. These transactions were regularised in 2017 (EUR 74,479.65).

NOTE 14: NON-CURRENT LIABILITIES AND LONG TERM UNEARNED REVENUE

The long term unearned revenue is unearned revenue in relation to net carrying amounts of Property, Plant and Equipment and intangible assets. Revenue is recognised over the estimated life cycle of the Property, plant and equipment and the intangible assets.

There are no non-current liabilities.

NOTE 15: NET ASSETS

Net Assets correspond to MSIAC's Project Accumulated Surplus.

Project Accumulated Surplus relates to funds resulting from past contributions by MSIAC member Nations in excess of budget execution that the Steering Committee decided not to redistribute to the member nations but keep for the needs of MSIAC. This reserve includes joining fees paid by incoming member nations to contribute to the products and services developed over the 25 years of MSIAC operations. It is held at the direction of the Steering Committee. The Steering Committee may use these funds to contribute to future costs associated with MSIAC operations, or in case of emergency funding needs for the Project. The growth in accumulated surplus over previous years reflects more Nations entering the Project but zero growth in Project staff. A five year plan is agreed yearly and incrementally reduces this fund to target levels agreed by the MSIAC Steering Committee. At the Steering Committee meeting October 2017, the nations agreed to a target range between EUR 650K and EUR 1M.

(in EUR)	2017	2016
Cumulated Surplus beginning of the year	840,296.50	954,987.12
+ Lapses from previous year	72,080.09	166,040.40
+ Net Financial Income (Interest, Bank Fees) previous year	- 3,346.52	1,868.19
+ Miscellaneous Income previous year	-	- 24.21
- Surplus allocated to current year budget	- 435,100.00	- 282,575.00
Cumulated Surplus end of the year	473,930.07	840,296.50

Statement of Financial Performance

NOTE 16: REVENUE

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

Revenue from member Nations' budgetary contributions is considered as non-exchange revenue in consideration of the fact that the shares are equal. Non-exchange revenue is matched with expenses stemming from budget execution.

NOTE 17: EXPENSES

Wages, Salaries and Employee Benefits

The personnel costs include all civilian personnel expenses as well as other non-salary related expenses in support of funded activities. They also include expenses for salaries and emoluments for approved NATO permanent civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation and removal, and for contracted consultants and training.

Supplies and Consumables Used

This item also includes expenses attributed to Capital Expenses from a budget perspective, if they do not meet the criteria of PPE or Intangible Assets.

NOTE 18: BUDGET INFORMATION

NATO MSIAC Budget

Presently, the NATO MSIAC Budget is not publicly available.

The actual amounts referred to by IPSAS 24 ("amounts that result from execution of the budget") are expenses incurred during the execution of the budget and appearing under the heading "Actuals" in the Budget Execution Statement.

Presentation of budget information in the financial statements

An analysis of the budget execution for the current and the previous year is provided in Annex 5. The MSIAC budget execution compares the budget's authorized credits and the actual amounts committed and expended.

The MSIAC budget classification is based on the economic nature of the expenses broken down into three chapters as follows:

- Chapter I : Personnel Expenses
- Chapter II : Operating Expenses
- Chapter III : Capital Costs

The MSIAC Budget is prepared for the same period (1 January to 31 December) and encompasses the same entity as these financial statements.

Changes to the budgetary regulations were introduced by the North Atlantic Council in 2015 in approving a new set of NATO Financial Regulations. The new NATO Financial Regulations were made applicable to the 2015 budget year as from 1 May 2015. They have in particular instilled an accruals based approach to budget preparation and budget execution, whereas before the approach was largely commitment and cash based.

Despite a stronger emphasis on the principle of annual budgets, the approved and executed budget cannot be considered as fully accruals-based, since the new regulations allow for a number of exceptions, such as carrying forward commitments for goods and services that were expected to be delivered in the course of the year but for various reasons were not, or authority given to the member Nations to allow for special carry forward of appropriations unused at year-end.

The MSIAC budget is prepared and executed as follows:

- 1) The commitment of appropriations is the advance acceptance and recording of the financial consequence resulting from a legal obligation incurred during the financial year. As a consequence appropriations are allocated, and commitments are approved, for goods, services and works to be delivered at a later stage. Commitments are settled when the service is rendered or goods delivered as is the case for expenses under accrual accounting.
- 2) Unliquidated commitments at year end normally lapse. However, if they are supported by a legal obligation and correspond to goods or services that could not be received during the course of the year for specific reasons, they may be carried forward and added to the budget of the following financial year. Uncommitted appropriations may be subject of a special carry forward to the following year if a specific agreement is given by the Steering Committee. Outstanding commitments can be carried forward for two years. As a consequence, the services or goods received may relate to a commitment of appropriations from previous years' budgets. The carry-forward should be justified by a reason for which the services or goods could not be received in the course of the year. In addition, in accordance with Financial Regulations, member Nations may agree to a further carry-forward of commitments that were already carried forward twice.
- 3) Commitments, because they are an advance acceptance, and because payments cannot be made above approved appropriations levels, typically include an estimation factor and are (if only slightly) higher than the actual amount eventually paid. This results in commitments being higher than the actual expenses and in appropriations eventually lapsing.
- 4) Commitments are only made in respect of expenses relating to the initial purpose of the commitment. Commitments for capital expenditures are normally made in the year during which the purchase order is issued. In accrual accounting, the related costs would not appear in the Statement of Financial Performance but in the Balance Sheet and only upon reception of the works, goods or services. Conversely, there is no budgetary commitment of appropriations for non-cash flow transactions such as capital depreciation or provisions which would normally appear in the Statement of Financial Performance under accrual accounting.
- 5) On an exceptional basis, the Steering Committee may approve the carry-forward of credits without any prior legal commitment, for instance for projects at their initiation stage or planned expenditures. In accrual accounting there would be no expense recorded.
- 6) The balance of unused budgetary appropriations (not committed) lapses and is returned to Participating Nations at year-end. Lapses may include cases where a project was eventually not completed or started, and therefore lead to no expense.

Reconciliation between Budget Execution and Statement of Financial Performance

Reconciliation of Budget Execution to Financial Performance		
BUDGET EXECUTION		2017
Total Budget (including carried-forward from previous year)	(a)	1,867,400.00
Credits Carried Forward in Following Year	(b)	5,369.65
Lapsed Appropriations	(c)	129,155.73
Budget Execution Expenses	(d) = (a-b-c)	1,732,874.62
RECONCILIATION		
Financial Performance Expenses (total)	(e)	1,737,278.93
Other net expenses (financial and miscellaneous)	(f)	4,404.31
Increase in Non-Current Assets	(g)	0.00
Other Elements	(h)	0.00
Sub-Total	(i)=(e-f+g+h)	1,732,874.62
Difference to Budget Expenses	(d-i)	0.00

Budget execution

The MSIAC budget execution for the current and previous year is shown at Annex 5 and Annex 6 respectively, which compares the budget's authorized appropriations and the actual amounts committed and expended.

Credits are transferred under the authority delegated to the NATO-IS Financial Controller by the NATO Financial Regulations and Financial Rules and Procedures.

Reconciliation between Budget and Calls for Contributions

The funding of the budget is made of a call for contributions, carried over credits and a part of previous years' surplus. There is one call for contribution per year, which is usually issued at the beginning of the year. No advances are called for the following financial year.

Participating Nations' contributions are assessed based on a share value of EUR 84,000. Nine Nations have one share and four have two shares.

As directed by the Steering Committee, the calls covered EUR 1,428,000 in 2017 and in 2016.

The table below reconciles the approved budget and the sources of funding.

amounts in EUR	2017	2016
Initial Budget	1,863,100.00	1,710,575.00
Revised Budget	-	-
Total Annual Budget	1,863,100.00	1,710,575.00
Advance called previous year	-	-
Call in current year	1,428,000.00	1,428,000.00
Total Cash Calls	1,428,000.00	1,428,000.00
Use of Previous Year's Surplus	-	-
Use of Project Accumulated Surplus	435,100.00	282,575.00
Other Funding Sources	435,100.00	282,575.00
Total Funding	1,863,100.00	1,710,575.00

NOTE 19: WRITE-OFFS

Nothing to report.

NOTE 20: LEASES

MSIAC does not have any financial leases.

NOTE 21: RESTRICTIONS ON FIXED ASSETS

There are no restrictions on fixed assets.

NOTE 22: CONTINGENT LIABILITIES

There have been no contingent liabilities identified that would be expected to result in a material obligation.

NOTE 23: CONTINGENT ASSETS

Nothing to report

NOTE 24: EMPLOYEE DISCLOSURE

Accounting for employee benefits is accounting for any liability in relation to all forms of consideration given by an entity in exchange of service rendered by employees.

It should be noted that the NATO-IS is managing centrally three pension programmes, namely the Defined Benefit Pension Scheme (DBS), the Provident Fund and the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) as well as the Retirees Medical Claims Fund (RMCF), covering staff employed by all NATO bodies. NATO-wide financial statements are issued by NATO-IS Office of Financial Control for the three Pension Schemes and the RMCF, therefore, no related assets or liabilities are recognised in these financial statements.

For 2017, MSIAC had an approved Personnel Establishment of 10 positions funded by the MSIAC budget (10 for 2016).

End 2017, 8 staff members (7 in 2016) participated in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) administered by NATO. The DCPS provides that the MSIAC budget makes a 12 percent monthly matching contribution to the staff members' contributions for current service. End 2017, 2 other employees (2 in 2016) participated in NATO's Defined Benefit Pension Scheme (DBPS): a deduction of 9.5% of their salaries is made and contributed to the annual financing of this Plan. In addition, the MSIAC budget makes a monthly matching contribution of 19% to the DBPS. Consequently, the MSIAC

has neither DBPS nor DCPS liabilities for its staff members. These contributions are expensed during the year in which the services are rendered and represent the total pension obligation of the entity.

		2017	2016
Provident Fund	Staff	-	-
	Employer	-	-
	Total	-	-
Co-ordinated Pension Scheme	Staff	12,032.76	11,670.96
	Employer	24,065.52	23,341.92
	Total	36,098.28	35,012.88
Defined Contribution Pension Scheme	Staff	65,379.62	58,926.98
	Employer	77,434.65	70,796.50
	Total	142,814.27	129,723.48
TOTAL	Staff	77,412.38	70,597.94
	Employer	101,500.17	94,138.42
	Total	178,912.55	164,736.36

End 2017, one staff member was employed on a reimbursable basis with an agreement between NATO-IS and the United States (same for 2016). The individual is remunerated and accrues pension rights under the United States pension scheme.

Untaken leave by MSIAC staff is not considered material.

NOTE 25: KEY MANAGEMENT PERSONNEL

The MSIAC Steering Committee (one representative per member nation) is the governing body of the MSIAC. Steering Committee members are nominated by their respective national authorities. They are paid on the basis of applicable national pay scales. The Steering Committee members do not receive from MSIAC or NATO any additional remuneration for Steering Committee responsibilities or access to benefits.

The key management personnel of the MSIAC Office consists of the Project Manager established post (A5). The Project Manager is responsible for the overall operational management of MSIAC.

There are no other remunerations or benefits to key management personnel or their family members.

NOTE 26: RELATED PARTIES

Key management personnel have no significant party relationships that could affect the operation of the MSIAC Office.

In 2017, NATO International Staff charged MSIAC an amount of EUR 82,181.02 for administrative support costs (EUR 63,650.26 in 2016) and EUR 27,404.53 for common operating costs (EUR 27,656.70 in 2016). In addition, the International Staff charges an annual rent for office space occupied in Building Z (EUR 36,125.62 in 2017 and in 2016).

List of acronyms:

BC-	Budget Committee
CNAD	Conference of National Armaments Directors
DI	Defence Investment Division
ERP	Enterprise Resource Planning
IPSAS	International Public Sector Accounting Standards
IS	International Staff
MOU	Memorandum of Understanding
MSIAC	Munitions Safety Information Analysis Centre
NIMIC	NATO Insensitive Munitions Information Centre
PPE	Property, Plant and Equipment

**Note succincte
du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN
à l'intention du Conseil
sur la vérification des états financiers rectifiés
du Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions (MSIAC)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2016**

Le Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions (MSIAC) constitue, au sein de l'Alliance, un organe de coordination destiné à faciliter les programmes OTAN et nationaux de conception de munitions. Le MSIAC est dirigé et géré par un comité directeur et un directeur de projet. En 2016, la dotation budgétaire du MSIAC (reports compris) s'élevait à 1,73 million d'euros (MEUR), et les dépenses au titre du budget ont représenté 1,65 MEUR.

Le Collège a émis une opinion avec réserve sur les états financiers rectifiés du MSIAC ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Lors de son audit, le Collège n'a pas relevé de questions autres que celles qui avaient déjà fait l'objet d'observations à l'issue de l'audit précédent.

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux observations formulées lors de l'audit précédent et a constaté que quatre questions restaient à régler et que deux avaient été réglées. Deux observations continuent de justifier la réserve émise au sujet de la conformité et une observation a une incidence sur l'opinion émise concernant les états financiers de 2016 rectifiés (voir annexe 3).

L'opinion (annexe 2) et la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3) ont été transmises au Secrétariat international, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans la lettre (appendice à l'annexe 3).

29 mai 2018

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

**OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS RECTIFIÉS
DU CENTRE D'INFORMATION ET D'ANALYSE SUR LA SÉCURITÉ DES
MUNITIONS
(MSIAC)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**OPINION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD****Rapport sur les états financiers rectifiés**

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers rectifiés du Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions, qui se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et de diverses notes explicatives. Le Collège a également vérifié l'état de l'exécution du budget pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Responsabilité de la direction

La direction est chargée d'établir les états financiers conformément au cadre comptable OTAN et au Règlement financier de l'OTAN tels qu'ils ont été fixés par le Conseil de l'Atlantique Nord, et de veiller à ce qu'ils donnent une image fidèle de la situation de l'entité. Elle est ainsi responsable de la conception, de l'application et de la tenue d'un système de contrôle interne de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur.

Responsabilité du Collège

Il incombe au Collège de formuler sur ces états financiers une opinion qui soit fondée sur son travail de vérification, lequel aura été effectué conformément aux dispositions de sa charte et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que le Collège respecte certains principes déontologiques, et qu'il planifie et effectue sa vérification de manière à parvenir à une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Un audit consiste à appliquer des procédures permettant d'obtenir des éléments probants relatifs aux montants et aux informations figurant dans les états financiers. Les procédures retenues à cette fin sont laissées à l'appréciation de l'auditeur, qui évalue notamment les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers rectifiés, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Pour l'évaluation de ces risques, le système de contrôle interne sur lequel s'appuie l'établissement et la présentation des états financiers de l'entité concernée est pris en considération, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Il s'agit aussi de déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables faites par la direction sont raisonnables, ainsi que d'évaluer la présentation générale des états financiers.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur les états financiers rectifiés

Les informations ayant trait à l'exercice 2015 présentées à des fins de comparaison dans les états financiers de 2016 rectifiés sont identiques à celles qui figuraient dans les états financiers de 2015. Comme le Collège avait émis une opinion avec réserve sur les états financiers de 2015, son opinion sur les états financiers de 2016 rectifiés est également assortie d'une réserve. En effet, les informations de 2015 fournies pour comparaison ne sont pas fiables et sont donc inutilisables.

Opinion avec réserve sur les états financiers rectifiés

L'opinion du Collège est que, à l'exception des effets avérés et des effets possibles des questions mentionnées dans la section précédente, les états financiers rectifiés donnent, à tous égards significatifs, une image fidèle, conforme au cadre comptable OTAN, de la situation financière du MSIAC au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Rapport sur la conformité

Responsabilité de la direction

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de l'établissement et de la présentation des états financiers, la direction est chargée de veiller à ce que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers soient conformes aux dispositions du NFR et du Règlement du personnel civil de l'OTAN telles qu'elles ont été fixées par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Responsabilité du Collège

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de la formulation d'une opinion sur les états financiers, le Collège est chargé de se prononcer sur le point de savoir si les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au NFR et au Règlement du personnel civil de l'OTAN. Il lui incombe notamment d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les fonds ont été utilisés pour le règlement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur dans le domaine financier et en matière de personnel. De telles procédures prévoient notamment l'évaluation des risques de non-conformité significative.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur la conformité

Le Collège a constaté qu'au 31 décembre 2016, le MSIAC détenait 840 000 EUR d'excédents cumulés au titre des projets. Ces excédents constituent une réserve de gestion, destinée à financer des besoins urgents. L'existence d'une telle réserve contrevient aux articles 24.2 et 29.3 du Règlement financier de l'OTAN, qui prévoient respectivement que les autorisations non engagées tombent en annulation en fin d'exercice et que le montant de chaque tranche est calculé de façon que le total des avoirs en caisse reste limité au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche suivante.

Le Collège a constaté qu'il n'y avait pas eu de rapprochement des soldes bancaires en 2016. C'est là une autre insuffisance significative dans le contrôle interne du compte rendu financier.

Opinion avec réserve sur la conformité

L'opinion du Collège est que, à l'exception des questions mentionnées dans la section précédente, les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers rectifiés du MSIAC sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Bruxelles, le 29 mai 2018

Hervé-Adrien Metzger
Président

29 mai 2018

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

**LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS
CONCERNANT LE CENTRE D'INFORMATION ET D'ANALYSE SUR LA SÉCURITÉ
DES MUNITIONS
(MSIAC)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Introduction

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers rectifiés du Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions (MSIAC) pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, et il a émis une opinion avec réserve à leur sujet ainsi que sur la conformité.

Observations et recommandations

Lors de son audit, le Collège a relevé dans les états financiers de 2016 un certain nombre d'incohérences, d'erreurs et d'omissions significatives. S'appuyant sur les constatations du Collège, le MSIAC a republié les états financiers de 2016 le 31 janvier 2018.

Le Collège n'a pas relevé de questions autres que celles qui avaient déjà fait l'objet d'observations à l'issue de l'audit portant sur l'exercice précédent. Il a constaté que quatre questions restaient à régler et que deux avaient été réglées. Deux observations continuent de justifier la réserve relative à la conformité et une observation a une incidence sur l'opinion émise concernant les états financiers de 2016 rectifiés.

Le Collège a par ailleurs adressé à la direction du MSIAC une lettre contenant quatre observations (référence : IBA-AML(2018)0002).

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux observations et aux recommandations formulées à l'issue de l'audit précédent. On en trouvera un récapitulatif dans le tableau ci-dessous.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2018)0001, paragraphe 1 RECOURS À UN FONDS DE RÉSERVE DE GESTION CONTREVENANT À LA VERSION RÉVISÉE DU RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN Recommandation du Collège Le Collège recommande au MSIAC de se conformer à l'article 29.3 du NFR et de limiter les avoirs en caisse au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche de contribution suivante. Si, néanmoins, le Comité directeur du MSIAC reste convaincu de la nécessité d'une telle réserve de gestion, il doit solliciter l'approbation par le Conseil d'une dérogation aux articles 24.2 et 29.3 du NFR.	Le solde du fonds de réserve a été ramené de 955 000 EUR à 840 000 EUR mais il n'est toujours pas conforme au NFR et continue donc de justifier la formulation d'une réserve sur la conformité. Selon les informations dont dispose le Collège, le MSIAC a l'intention de demander une dérogation à la version révisée du NFR.	Question restant à régler.
(2) Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2018)0001, paragraphe 2 PUBLICATION TARDIVE DES ÉTATS FINANCIERS Recommandation du Collège Le Collège recommande qu'à l'avenir, les états financiers du MSIAC soient présentés pour le 31 mars, échéance fixée dans le NFR.	La première version des états financiers 2016 du MSIAC a été soumise au Collège le 31 mars 2017. L'échéance fixée dans le NFR a donc été respectée.	Question réglée.
(3) Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2018)0001, paragraphe 3 ABSENCE DE DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE Recommandation du Collège Le Collège recommande au MSIAC de présenter la déclaration sur le contrôle interne, dûment signée, au moment de la publication des états financiers.	Pour l'exercice 2016, une déclaration sur le contrôle interne, signée par le directeur de projet et	Question réglée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
	par le contrôleur des finances, a été publiée le 31 mars 2017.	
(4) Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2018)0001, paragraphe 4 ABSENCE DE RAPPROCHEMENT RÉGULIER DES SOLDES BANCAIRES Recommandation du Collège Le Collège recommande de procéder au rapprochement mensuel des soldes de trésorerie et d'en garder la trace. Il sera ainsi plus facile de repérer à temps les éventuelles inexactitudes. Le résultat de ce travail devra être signé par celui qui l'aura effectué et celui qui l'aura vérifié.	Aucun rapprochement bancaire mensuel n'a été effectué en 2016, ce qui continue de justifier la formulation d'une réserve sur la conformité. Toutefois, un rapprochement a été effectué en fin d'exercice, avant la publication des états financiers de 2016.	Question restant à régler.
(5) Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2018)0001, paragraphe 5 INSUFFISANCES SIGNIFICATIVES DANS LE CONTRÔLE INTERNE DU COMPTE RENDU FINANCIER Recommandations du Collège Le Collège recommande au MSIAC : a) de mettre en place des procédures internes solides qui définissent les responsabilités, les exigences et les contrôles associés à l'établissement des états financiers, le but étant de faire en sorte que ceux-ci soient exempts de toute inexactitude significative et de toute autre erreur ou omission ; b) de ne faire apparaître dans l'état de la situation financière que les actifs et passifs qui sont assortis des éléments probants nécessaires et de conserver les pièces justificatives à des fins d'audit ; c) d'améliorer le contrôle interne du compte rendu financier de manière à être certain que toutes les charges sont consignées dans les états financiers de l'exercice auquel elles se rapportent.	Le Collège a constaté que le compte rendu financier s'était amélioré en 2016. Les états financiers rectifiés relatifs à cet exercice comportent cependant toujours des incohérences et des erreurs. Le compte rendu doit donc encore être amélioré. Par exemple, les charges à payer ont été sous-évaluées de quelque 16 200 EUR. Les informations ayant trait à l'exercice 2015 présentées à des fins de comparaison dans les notes 5, 6 et 9 jointes aux états financiers rectifiés ne correspondent pas à celles figurant dans les états financiers proprement dits. En outre, un solde reporté de 4 300 EUR est présenté sous la rubrique « À payer » alors qu'il aurait dû l'être sous la rubrique « Produits non acquis ».	Question restant à régler.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
	Par ailleurs, les informations ayant trait à l'exercice 2015 présentées à des fins de comparaison dans les états financiers de 2016 rectifiés sont identiques à celles qui figuraient dans les états financiers de 2015. Comme le Collège avait émis une opinion avec réserve sur les états financiers de 2015, son opinion sur les états financiers de 2016 rectifiés est également assortie d'une réserve. En effet, les informations de 2015 fournies pour comparaison ne sont pas fiables et sont donc inutilisables.	
(6) Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2018)0001, paragraphe 6 EFFORTS SUR LA VOIE DE LA CONFORMITÉ AVEC LA VERSION RÉVISÉE DU RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN, ET EN PARTICULIER AVEC LES ARTICLES RELATIFS AU CONTRÔLE INTERNE, À LA GESTION DES RISQUES ET À L'AUDIT INTERNE Recommandation du Collège Le Collège formule les recommandations ci-après à l'intention du MSIAC. e) Le MSIAC devrait publier une politique de gestion des risques et faire en sorte que des registres de risques soient mis en place et utilisés. f) En application des FRP XII, alinéa 3) (e), le MSIAC devrait se doter d'un cadre de contrôle interne spécifique pour l'évaluation de son système de contrôle interne, prévue par l'article 12 du NFR. Étant donné que d'autres entités OTAN, dont l'ACT et la NAPMA, ont déjà adopté le cadre de contrôle interne du COSO, susceptible d'être utilisé par des entités de toutes tailles, le MSIAC devrait envisager d'adopter lui aussi ce cadre. g) En coordination avec le Secrétariat international, lorsqu'il y a lieu, le MSIAC devrait entamer un travail d'évaluation et de consignation par écrit du fonctionnement du système de contrôle interne et des procédures	À l'issue de l'audit de 2016, le Collège a constaté qu'aucune modification n'avait été apportée aux procédures relatives au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne.	Question restant à régler.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
de gestion des risques, afin de se conformer aux articles 11 et 12 du NFR, aux FRP XI et XII et au cadre de contrôle interne qu'il aura choisi. h) Le MSIAC devrait veiller, en recourant à l'externalisation si elle est jugée plus intéressante sur le plan financier, à ce que les activités d'audit interne comportent une analyse de la gestion des risques et du contrôle interne dans l'ensemble du MSIAC.		

**COMMENTAIRES OFFICIELS DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL (SI)
CONCERNANT LA LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS ET
POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN**

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

**OBSERVATION 4 :
ABSENCE DE RAPPROCHEMENT RÉGULIER DES SOLDES BANCAIRES**

Commentaires officiels du SI

Le SI souscrit à la recommandation. Le MSIAC continue d'effectuer des rapprochements entre les relevés bancaires et le module de gestion de la trésorerie de l'ERP, et, depuis 2017, il procède à un rapprochement régulier entre les soldes bancaires et le grand livre général.

**OBSERVATION 5 :
INSUFFISANCES SIGNIFICATIVES DANS LE CONTRÔLE INTERNE DU COMPTE
RENDU FINANCIER**

Commentaires officiels du SI

Les données afférentes à 2015 n'ont pas été corrigées dans les états financiers de 2016 rectifiés, mais, lorsque c'était possible, des données ayant trait à l'exercice 2015 ont été fournies dans les notes à des fins de comparaison. Ce fait est explicitement mentionné en note de bas de page de chaque tableau dans les notes 5, 6 et 9 ainsi que dans un paragraphe spécifique de la section « Changement de méthode comptable ». Nous estimons que cette façon de procéder est dans l'intérêt du lecteur et vient en partie compenser le fait que les états financiers de 2015 n'ont pas été rectifiés.

**OBSERVATION 6 :
EFFORTS SUR LA VOIE DE LA CONFORMITÉ AVEC LA VERSION RÉVISÉE DU
RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN, ET EN PARTICULIER AVEC LES ARTICLES
RELATIFS AU CONTRÔLE INTERNE, À LA GESTION DES RISQUES ET À L'AUDIT
INTERNE**

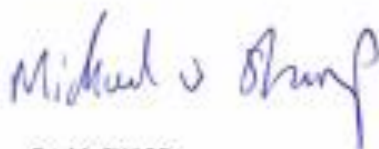
Commentaires officiels du SI

Le SI souscrit à la recommandation.

NATO MSIAC
FINANCIAL STATEMENTS
Financial Year 2016

Annexes:

- 1 Statement of financial position
- 2 Statement of financial performance
- 3 Cash flow statement
- 4 Changes in net assets/equity
- 5 Statement of budget execution
- 6 Explanatory notes to the financial statements



Dr. M. SHARP
Project Manager MSIAC



S. CHAGNOT
Financial Controller NATO-IS

NATO MSIAC
Statement of financial position

As at 31 December 2016

				(in EUR)
Notes	Current Year	Prior Year	Variance	
	2016	2015	CY - PY	
Assets				
Current assets				
Cash and cash equivalents	3 & 4	1,517,655.56	1,923,461.73	-405,806.17
Short term investments	3			0.00
Receivables	5	168,717.50	14,266.98	154,450.52
Prepayments	6	0.00	721.31	-721.31
Other current assets	6	5,065.48		5,065.48
Inventories	7			0.00
		1,691,438.54	1,938,450.02	-247,011.48
Non-current assets				
Receivables	5			0.00
Property, plant & equipment	8			0.00
Intangible assets	8			0.00
Other non-current assets				0.00
		0.00	0.00	0.00
Total assets		1,691,438.54	1,938,450.02	-247,011.48
Liabilities				
Current liabilities				
Payables	9	704,504.06	902,058.81	-197,554.75
Deferred revenue	10	0.00	17,461.73	-17,461.73
Advances	11		8,000.00	-8,000.00
Short term provisions	12			0.00
Other current liabilities	13	146,637.98	55,942.36	90,695.62
		851,142.04	983,462.90	-132,320.86
Non-current liabilities				
Payables	14			0.00
Long term provisions	14			0.00
Non Current Deferred revenue	14			0.00
Other non-current liabilities	14			0.00
		0.00	0.00	0.00
Total liabilities		851,142.04	983,462.90	-132,320.86
Net assets				
Capital assets				
Reserves				
Accumulated surplus / (deficit)		840,296.50	954,987.12	-114,690.62
Total net assets/ equity	15	0.00	0.00	0.00

NATO MSIAC
Statement of financial performance

As at 31 December 2016

(in EUR)				
	Notes	Current Year	Prior Year	Variance
		2016	2015	CY - PY
Revenue	16			
Non exchange revenue		1,655,956.64	1,536,208.56	119,748.08
Exchange revenue				0.00
Other revenue		225.06	0.00	225.06
Financial revenue		3,346.52	0.00	3,346.52
Total revenue		1,659,528.22	1,536,208.56	123,319.66
Expenses	17			
Personnel		1,207,902.10	1,157,192.63	50,709.47
Contractual supplies and services		448,054.54	379,015.93	69,038.61
Depreciation and amortization				0.00
Impairment				0.00
Provisions				0.00
Other expenses		0.00		0.00
Finance costs		3,571.58		3,571.58
Total expenses		1,659,528.22	1,536,208.56	123,319.66
Surplus/(Deficit) for the period		0.00	0.00	0.00

NATO MSIAC

Statement of cash flow

As at 31 December 2016

	(in EUR)	
	2016	2015
Cash flow from operating activities		
Surplus/(Deficit)	0.00	0.00
Non-cash movements		
Depreciation/ Amortisation		
Impairment		
Use of Cash reserves	-114,690.62	-124,401.53
Increase /(decrease) in payables	-197,554.75	259,503.09
Increase/ (decrease) in other current liabilities	65,233.89	42,332.97
Increase/ (decrease) in provisions		0.00
(Gains)/losses on sale of property, plant and equipment		0.00
Decrease/ (Increase) in other current assets	-4,344.17	4,531.12
Decrease/ (Increase) in receivables	-154,450.52	236,527.91
Decrease/ (increase) in other non-current assets		47,110.12
Net cash flow from operating activities	-405,806.17	465,603.68
Cash flow from investing activities		
Purchase of property plant and equipment / Intangible assets		
Proceeds from sale of property plant and equipment		
Net cash flow from investing activities	0.00	0.00
Cash flow from financing activities		
Net cash flow from financing activities	0.00	0.00
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents	-405,806.17	465,603.68
Cash and cash equivalent at the beginning of the period	1,923,461.73	1,457,858.05
Cash and cash equivalent at the end of the period	1,517,655.56	1,923,461.73

NATO MSIAC
Statement of Change in Net Assets/Equity

As at 31 December 2016

(amounts in EUR)

Balance at the end of the period 2014	1,079,388.65
Changes in accounting policy	
Restated balance	
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	
Exchange difference on translating foreign operations	
Gain on property revaluation	
Use of Cash Reserves	-124,401.53
Surplus/(deficit) for the period	0.00
Change in net assets/equity for the year ended 2015	-124,401.53
Balance at the end of the period 2015	954,987.12
Changes in accounting policy	
Restated balance	
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	
Exchange difference on translating foreign operations	
Gain on property revaluation	
Use of Cash Reserves	-114,690.62
Surplus/(deficit) for the period	0.00
Change in net assets/equity for the year ended 2016	-114,690.62
Balance at the end of the period 2016	840,296.50

NATO MSIAC
Statement of Budget Execution
as at 31 December 2016

(Amounts in euro)	Initial budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final budget	Commitments	Expenses	Total spent	Carry forward	Lapsed
Budget 2016												
Chapter 1	1,340,900.00	6,000.00	1,346,900.00		1,346,900.00		1,346,900.00	0.00	1,289,829.91	1,289,829.91		57,070.09
Chapter 2	369,675.00	(6,000.00)	363,675.00		363,675.00		363,675.00	4,300.00	355,091.31	359,391.31		4,283.69
Chapter 3	-		-		-		-			-		-
Chapter 4	0.00		0.00		0.00		0.00			-		0.00
Total	1,710,575.00	0.00	1,710,575.00	0.00	1,710,575.00	0.00	1,710,575.00	4,300.00	1,644,921.22	1,649,221.22	0.00	61,353.78
Total FY 2016	1,710,575.00	0.00	1,710,575.00	0.00	1,710,575.00	0.00	1,710,575.00	4,300.00	1,644,921.22	1,649,221.22	0.00	61,353.78
Budget 2015												
Chapter 1	7,860.06		7,860.06		7,860.06		7,860.06	0.00	5,463.86	5,463.86		2,396.20
Chapter 2	7,354.77		7,354.77		7,354.77		7,354.77	0.00	1,271.56	1,271.56		6,083.21
Chapter 3	-		-		-		-	-		-		-
Total	15,214.83	0.00	15,214.83	0.00	15,214.83	0.00	15,214.83	0.00	6,735.42	6,735.42	0.00	8,479.41
Total FY 2015	15,214.83	0.00	15,214.83	0.00	15,214.83	0.00	15,214.83	0.00	6,735.42	6,735.42	0.00	8,479.41
Budget 2014												
Chapter 1			0.00		0.00		0.00			-		-
Chapter 2	2,246.90		2,246.90		2,246.90		2,246.90			-		2,246.90
Chapter 3			0.00		0.00		0.00			-		-
Total	2,246.90	0.00	2,246.90	0.00	2,246.90	0.00	2,246.90	0.00	0.00	0.00	0.00	2,246.90
Total FY 2014	2,246.90	0.00	2,246.90	0.00	2,246.90	0.00	2,246.90	0.00	0.00	0.00	0.00	2,246.90
Total all budgets	1,728,036.73	0.00	1,728,036.73	0.00	1,728,036.73	0.00	1,728,036.73	4,300.00	1,651,656.64	1,655,956.64	0.00	72,080.09

**EXPLANATORY NOTES TO MSIAC
2016 FINANCIAL STATEMENTS****NOTE 1: GENERAL INFORMATION**

At the October 1990 Conference of National Armaments Directors (CNAD) meeting, the MOU establishing NATO Insensitive Munitions Information Centre (NIMIC) as a Project Office under CNAD was signed. The project transitioned to cover the wider aspects of Munition Safety in 2004 becoming the Munitions Safety Information Analysis Centre (MSIAC)

MSIAC is a member nations' funded and directed NATO Project office. Its goal is to help nations reduce, and eliminate, the risk to personnel and materiel from explosive incidents associated with own munitions. To help nations realise this goal, the project exchanges and analyses information and technology related to munition safety. MSIAC plays a central role in facilitating member nation's efforts to safely store, design, develop, procure and use safer munitions.

At the end of 2016, MSIAC had twelve participating countries: Australia, Belgium, Canada, Finland, France, Germany, Italy, The Netherlands, Norway, Spain, Sweden, the United Kingdom and the United States. The Republic of Korea was approved for membership at the end of 2013.

The MSIAC Steering Committee (one representative per member nation) is the governing body of the MSIAC. Steering Committee members are nominated by their respective national authorities.

For administrative purposes only, MSIAC is attached to the Defence Investment Division of the IS.

The participating countries pay all operational and administrative costs relating to the Project office, in accordance with an agreed cost-sharing formula.

NOTE 2: ACCOUNTING POLICIES

The principal accounting policies adopted in the preparation of these financial statements are set out below.

Declaration of Conformity

The MSIAC financial statements have been prepared in accordance with NATO Financial Regulations (NFR), the Financial Rules and Procedures (FRP) and the NATO Accounting Framework, which is an adapted version of the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Basis of Preparation

These financial statements have been prepared on a going-concern basis. The assumption is that MSIAC is a going concern and will continue in operation and meet its objectives and obligations for the foreseeable future.

The financial year is from 1 January to 31 December.

The amounts shown in these financial statements are presented in EUR

MSIAC applied IPSAS 9 Revenue from exchange transactions and IPSAS 23 Revenue from non-exchange transactions.

The following IPSAS have no material effect on the 2015 MSIAC financial statements:

IPSAS 5: Borrowing Costs
IPSAS 6: Consolidated and Separate Financial
IPSAS 7: Investments in Associates.

IPSAS 8: Interests in Joint Ventures
 IPSAS 10: Financial Reporting in Hyperinflationary Economies
 IPSAS 11: Construction Contracts
 IPSAS 16: Investment Property
 IPSAS 21: Impairment of non-cash generating assets
 IPSAS 26: Impairment of Cash-Generating Assets
 IPSAS 27: Agriculture
 IPSAS 32: Service Concession Arrangements: Grantor

Changes in accounting policy

Up until 2015, amounts due to member Nations as lapsed credits in the context of the execution of the MSIAC budget were reported as Payables. As from 2016, this liability towards the contributing Nations is classified as Other Current Liabilities in consideration of the fact that the settlement does not follow the normal accounts payable process, since the standard approach as provided by the NATO Financial Rules and Procedures is to return them to contributing nations via a deduction of the following year's call for budget contributions.

Advances to staff (essentially related to education allowance) were classified as Receivables up to 2015, and are classified under Other Current Assets in 2016.

The 2015 financial statements were not restated nor reclassified and therefore a complete comparability of data may not be possible. However, wherever possible data comparable to that of 2016 is disclosed (see Notes 5 and 9).

Reclassification of Financial Statements of Previous Years

There are no changes to report.

Use of Estimates

In accordance with generally accepted accounting principles, the financial statements include amounts based on estimates and assumptions by management, according to the most reliable information available, judgement and assumptions. Estimates include accrued revenue and expenses. Actual results could differ from those estimates. Changes in estimates are reflected in the period in which they become known.

Foreign Currency Transactions

The MSIAC budget is authorized and managed in EUR so contributions called are made in EUR. Foreign currency transactions as required are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the date of the transactions. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies were converted into EUR using the NATO rates of exchange applicable at 31 December 2015.

Realised and unrealised gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets, and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in the Statement of Financial Performance.

MSIAC does not have any unrealised gains and losses resulting from the translation of statements.

Financial Risks

MSIAC uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts and deposit accounts.

All the financial instruments are recognised in the Statement of Financial Position at their fair value.

The organisation is exposed to a variety of financial risks, including foreign exchange risk, credit risk, currency risk, liquidity risk and interest rate risk.

a. Foreign currency exchange risk

The exposure to foreign currency risk is limited as the majority of the NATO-MSIAC's expenditures are made in EUR, the currency of its budget. The current bank accounts are held in EURO.

b. Credit risk

NATO-MSIAC incurs credit risks from cash and cash equivalent held with banks and from receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2015 is equal to the total amount of bank balances, short term deposits and receivables. There is very limited credit risk associated with the realization of these elements.

Concerning cash and cash equivalent NATO MSIAC credit risk is managed by holding current bank accounts and short term highly liquid deposits that are readily convertible to a known amount of cash held with ING Bank (Belgium) which has the following short term credit ratings:

ING Bank Credit Ratings as at 07/02/2017

	Fitch	Moody's	S&P
Short term	F1	NA	A2

The MSIAC outstanding accounts receivable are managed by maintaining control procedures over receivables. Most cash receivables are due from NATO member nations, which are considered credit worthy.

c. Liquidity risk

The liquidity risk, also referred to as funding risk, is based on the assessment as to whether the Organisation will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. A liquidity risk could arise from a short term liquidity requirement. There is a very limited exposure to liquidity risk because of the funding mechanism which guarantees contributions in relation to the approved budgets. Some limited risk could be due to the accuracy of budget forecasts. However, past history shows that this process results in surpluses and the budgetary rules provide for revised budgets.

d. Interest rate risk

Except for certain cash and cash equivalent balances, MSIAC's financial assets and liabilities do not have associated interest rates. MSIAC is restricted from entering into borrowings and investments, and, therefore, there is an insignificant interest rate risk. Interest earned is not a budgetary resource but contributes to the surplus owed to Nations.

Current Assets

a. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash in hand, short term deposits held with banks, and other short term highly liquid investments.

b. Funds Managed for Third Parties

Funds managed on behalf of third parties are held in cash and are presented as a liability. They are accounted for when cash is effectively received. They are represented as a separate item in the cash flow statement of the entity in order to avoid any confusion.

c. Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

Contributions receivable are recognised when a call for contribution has been issued to the funding nations. No allowance for loss is recorded with respect to Member countries' assessed contributions receivable.

d. Prepayments

A prepayment is a payment in advance of the period to which it pertains and is mainly in respect of an advance payment made to a third party.

e. Inventories

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 12 Inventories. It is described as follows:

Control of NATO Inventories was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

Criteria that may indicate control of an asset	
The act of purchasing the asset carried out (or resulted from instructions given) by the NATO Reporting Entity.	
The legal title is in the name of the NATO Reporting Entity.	
The asset is physically located on the premises or locations used by the NATO Reporting Entity.	
The asset is physically used by staff employed by the NATO Reporting Entity or staff working under the NATO Reporting Entity's instructions.	
The fact that the NATO Reporting Entity can decide on an alternative use of the asset.	
The fact that the NATO Reporting Entity can decide to sell or to dispose the asset.	
The fact that the NATO Reporting Entity, if it has to remove or destroy the asset, can take the decision to replace it.	
The fact that a representative of the NATO Reporting Entity regularly inspects the asset to determine its current condition.	
The fact that the asset is used in achieving the objectives of the NATO Reporting Entity.	
The fact that the asset will be retained by the NATO Reporting Entity at the end of the activity.	

Capitalisation thresholds relevant to the financial statement are as follow:

Category	Threshold	Basis
Consumables	€50,000	Per location/warehouse
Spare Parts	€50,000	Per location/warehouse
Ammunition	€50,000	Per location/warehouse
Strategic stocks	€50,000	Per location/warehouse

The MSIAC will capitalise inventory which it controls in its financial statements. Where there is a conflict between more than one NATO Reporting Entity as to the control of inventory, only the end-user entity will report the inventory in its financial statements, based on reliable information provided by the NATO services provider entity as defined in individual agreements between the two entities.

The MSIAC will include transportation costs involved in bringing the inventories to their present location and condition in the initial valuation of inventory. These costs will be measured on the actual cost of transportation per item of inventory or by using an apportionment of the global transportation costs of bringing the inventories to their present location and condition across all inventory items in the period.

Transportation costs involved in the subsequent movement of inventory which brings them into operational use will not be included in the value of inventory. The method of measuring these costs will be disclosed.

The MSIAC may consider inventory acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed.

For inventory held prior to the 1 January 2013, and not previously recognized as an asset, the MSIAC will provide a brief description of inventory held within their inventory recording systems in the notes to the financial statements. Such disclosure will include as a minimum the types of inventories held, locations where inventories are held and the approximate number of items held per asset category.

Where this adaptation conflicts with another requirement of IPSAS this adaptation shall apply. For the remainder, IPSAS 12 shall apply.

The MSIAC assesses inventories under IPSAS 12. The outcome of this assessment is that the value of the inventories is immaterial both in value and in terms of the nature of the items held. Consequently, inventory is fully expensed on receipt. The materiality will be assessed each year.

In consideration of the above thresholds, MSIAC currently has no inventory.

Non-current assets - Fixed assets (Property, Plant & Equipment and Intangible Assets)

a. Property, Plant & Equipment

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 17 Property Plant and Equipment.

Control of NATO PPE was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset – they are the same as mentioned above under Inventory. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

Capitalisation thresholds relevant to the financial statement are as follow:

Category	Threshold	Depreciation life	Method
Land	€200,000	N/A	N/A
Buildings	€200,000	40 years	Straight line
Other infrastructure	€200,000	40 years	Straight line
Installed equipment	€ 30,000	10 years	Straight line
Machinery	€ 30,000	10 years	Straight line
Vehicles	€ 10,000	5 years	Straight line
Aircraft	€200,000	Dependent on type	Straight line
Vessels	€200,000	Dependent on type	Straight line
Mission equipment	€ 50,000	3 years	Straight line
Furniture	€ 30,000	10 years	Straight line
Communications	€ 50,000	3 years	Straight line
Automated information systems	€ 50,000	3 years	Straight line

The MSIAC considers PPE acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed. However, existing accounting policies will continue to be applied for any PPE assets already capitalized prior to 1 January 2013. For PPE upgraded after 1 January 2013, only the portion related to the modification will be capitalized.

In consideration of the above thresholds, MSIAC currently has no PPE.

b. Intangible Assets

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 31 Intangible Assets. It is described as follows:

Control of NATO Intangible Assets was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset – they are the same as mentioned above under Inventory. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

NATO Intangible Assets Capitalisation Thresholds - MSIAC will capitalise each intangible asset item above the following agreed NATO thresholds:

Category	Threshold	Depreciation life	Method
Computer software (commercial off the shelf)	€50,000	4 years	Straight line
Computer software (bespoke)	€50,000	10 years	Straight line
Computer database	€50,000	4 years	Straight line
Integrated system	€50,000	4 years	Straight line

MSIAC will capitalise all controlled intangible assets above the NATO Intangible Asset Capitalisation Threshold. For anything below the threshold, the MSIAC will have the flexibility to expense specific items.

MSIAC will capitalise integrated systems and include research, development, implementation and can include both software and hardware elements. But the MSIAC will not capitalise the following types of intangible assets in their financial statements:

- rights of use (air, land and water);
- landing rights;
- airport gates and slots;
- historical documents; and,
- publications

MSIAC will capitalise other types of intangible assets acquired after 1 January 2013 including:

- Copyright
- Intellectual Property Rights
- Software development

MSIAC may consider Intangible Assets acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed.

MSIAC will report controlled Intangible assets in its financial statements. Where there is a conflict between more than one NATO Reporting Entity as to the control of intangible assets, only the end-use entity will capitalise the intangible asset in its financial statements based on reliable information provided by the NATO services provider entity as defined in individual agreements between the two entities.

For intangible assets held prior to the 1 January 2013, and not previously recognized as an asset, MSIAC will provide a brief description of intangible assets held in its intangible asset recording systems in the notes to the financial statements. Such disclosure will include as a minimum the types of intangible held, locations where intangible assets are held and the approximate number of items held per asset category.

If an intangible asset is upgraded after 1 January 2013, only the portion related to the modification will be capitalised.

Where this adaptation conflicts with another requirement of IPSAS this adaptation will apply. For the remainder, IPSAS 31 shall apply. This adaptation is effective for financial reporting periods beginning on 1 January 2013.

In consideration of the above thresholds, MSIAC has no Intangible Assets.

Non-Current Assets Other Than PPE

There are none.

Current Liabilities

a. Payables

Payables are amounts due to third parties, including contributing Nations, based on goods received or services provided that remain unpaid. These include estimates of accrued obligations to third parties for goods and services received but not yet invoiced.

b. Advances and Unearned revenue

Advances are contributions received related to future year's budgets. Funds are called in advance of their need because MSIAC has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

Unearned revenue represents participating nations contributions which have been called for current budgets but that have not yet been recognised as revenue in the absence of any related budgetary expenditure.

c. Other Current Liabilities

Amounts corresponding to the current budgetary surplus (lapsed credits + net interests + miscellaneous income) are considered a liability towards the contributing nations. The settlement does not follow the normal accounts payable process, since the standard approach is to return them to contributing nations via a deduction of the following year's call for budget contributions. This liability is therefore classified under Other Current Liabilities.

This item may include other liabilities that do not result from the standard procure to pay process, such as miscellaneous transactions to be regularized between entities managed by the IS Office of Financial Control.

Non-Current Liabilities

The MSIAC has no non-current liabilities.

Net Assets

Net Assets correspond to MSIAC's Project Accumulated Surplus. Project Accumulated Surplus relates to funds resulting from past years' contributions by MSIAC member Nations in excess of budget execution that the Steering Committee decided not to redistribute to the member nations but keep for the needs of MSIAC. It is held at the direction of the Steering Committee.

Revenue Recognition

Revenue comprises contributions from Member Nations.

Revenue is recognised to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognises a liability until the condition is fulfilled.

Contributions to be called from Member Nations, based on the budget they approved, are initially recorded as unearned revenue liabilities. They are recognised as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned in the approved Budget.

Transformational adjustments were made in calculating earned revenue and expenses in the Statement of Financial Performance.

Segment Reporting

A segment is a distinguishable activity or group of activities for which it is appropriate to separately report financial information. There is no segment in MSIAC.

Statement of Financial position

NOTE 3: CASH AND CASH EQUIVALENTS

The current bank accounts are held in EUR. Deposits are held in interest-bearing bank accounts, immediately available.

cash (in EUR)	2016	2015
Cash at bank	1,517,541.97	1,923,405.49
Petty cash	113.59	56.24
Total	1,517,655.56	1,923,461.73

NOTE 4: FUNDS MANAGED FOR THIRD PARTIES

MSIAC does not manage funds for third parties.

NOTE 5: ACCOUNTS RECEIVABLE

Receivables (in EUR)	2016	2015*
Budgetary contributions	168,000.00	8,000.00
Others	717.50	149.94
Total	168,717.50	8,149.94

*2015 data is provided for comparability purposes but may not match the face of financial statements since they were not restated.

Contributions receivable from member nations are funds requested from the Nations to finance the current year MSIAC budget. There is one call for contribution per year, which is usually issued at the beginning of the year. No advances are called for the following financial year.

NOTE 6: PREPAYMENTS and OTHER CURRENT ASSETS

Other Current Assets and Prepayments relate to miscellaneous amounts due to the Project Office in relation to services to be delivered in the following years (essentially advances to staff for education allowances or for travel, etc.).

(in EUR)	2016	2015*
Other Current Assets	5,065.48	6,117.04
Total	5,065.48	6,117.04

*2015 data is provided for comparability purposes but may not match the face of financial statements since they were not restated.

NOTE 7: INVENTORIES

Nothing to report, inventories are not considered material.

NOTE 8: NON-CURRENT ASSETS

MSIAC has registered no non-current assets.

NOTE 9: ACCOUNTS PAYABLE

Payables and accrued expenses may be to commercial suppliers, staff, other NATO bodies or MSIAC member Nations.

Payable to suppliers relates to goods and services for which an invoice has been received, checked, and queued for payment but for which payment was still pending at year-end.

Accrued expenses correspond to the estimated accrual obligation to third parties for goods and services received but not yet invoiced.

Payables (in EUR)	2016	2015*
Suppliers	16,473.39	159,940.37
Personnel	400.33	-
Member Nations	683,330.34	555,124.54
Accrued expenses/Education	-	-
Accruals	4,300.00	19,085.31
Total	704,504.06	734,150.22

*2015 data is provided for comparability purposes but may not match the face of financial statements since they were not restated.

Payable to nations

A payable of EUR 683,330.34 (EUR 555,124.54 at year-end 2015) is in relation to the reimbursable salaries and represents the amount due to the United States (US) for one civilian staff member who is paid directly by the US government. This amount remains to be regularised.

NOTE 10: DEFERRED REVENUE**Unearned Revenue**

Unearned revenue corresponds to contributions called for the current year or before (received or receivable) that MSIAC intends to use for its initial purpose, but for which corresponding expenditures will be incurred after the end of the reporting period. If the funds are not spent by the end of the second year following the year for which they were approved, these funds lapse, unless a specific decision is taken by member nations for a further carry-forward. Unearned Revenue may also include committed appropriations for which the service is expected to be delivered by end February of the following year.

NOTE 11: ADVANCES

No advances are called in the context of the standard call for contributions process applicable to MSIAC.

NOTE 12: SHORT TERM PROVISIONS

There are no short term provisions.

NOTE 13: OTHER CURRENT LIABILITIES

Other Current Liabilities include the Current Year Budget Surplus. Amounts corresponding to the current year budgetary surplus (lapsed credits + net interests + miscellaneous income) are considered a liability towards the contributing nations. The settlement does not follow the standard accounts payable process, since the surplus is to be returned to contributing nations via a deduction of the following year's call for budget contributions. To date, the agreed practice of the MSIAC Steering Committee has been to add these amounts to the Project Accumulated Surplus (see note on Net Assets). Lapsed appropriations amounted to EUR 72,080.09 in 2016 (EUR 166,040.40 in 2015).

Current Year Budget Surplus	
(amounts in EUR)	2016
Lapsed Appropriations	72,080.09
Net Financial Income	78.24
Miscellaneous Income	-
Total	72,158.33

This item also includes transactions relating to MSIAC, funded and allocated in accordance with its budget but for which payments were executed in the NATO International Staff bank accounts. These transactions are pending regularisation (EUR 74,479.65).

NOTE 14: NON-CURRENT LIABILITIES AND LONG TERM UNEARNED REVENUE

The long term unearned revenue is unearned revenue in relation to net carrying amounts of Property, Plant and Equipment and intangible assets. Revenue is recognised over the estimated life cycle of the Property, plant and equipment and the intangible assets.

There are no non-current liabilities.

NOTE 15: NET ASSETS

Net Assets correspond to MSIAC's Project Accumulated Surplus.

Project Accumulated Surplus relates to funds resulting from past contributions by MSIAC member Nations in excess of budget execution that the Steering Committee decided not to redistribute to the member nations but keep for the needs of MSIAC. It is held at the direction of the Steering Committee. The Steering Committee may use these funds in case of emergency funding needs for the Project. This Accumulated Surplus originates from previous years' budgetary and financial operations of the MSIAC. The growth in accumulated surplus over previous years reflects more Nations entering the Project but zero growth in Project staff. Over the mid-term the Steering Committees' intent is to keep 5-6 shares worth of reserve funding.

(in EUR)	2016	2015
Cumulated Surplus beginning of the year	954,987.12	1,079,388.65
+ Lapses from previous year	166,040.40	118,811.37
+ Net Financial Costs (Interest, Bank Fees) previous year	1,868.19	1,987.10
+ Miscellaneous Income previous year	- 24.21	-
- Surplus allocated to current year budget	- 282,575.00	- 245,200.00
Cumulated Surplus end of the year	840,296.50	954,987.12

Statement of Financial Performance

NOTE 16: REVENUE

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

Revenue from member Nations' budgetary contributions is considered as non-exchange revenue in consideration of the fact that the shares are equal. Non-exchange revenue is matched with expenses stemming from budget execution.

NOTE 17: EXPENSES

Wages, Salaries and Employee Benefits

The personnel costs include all civilian personnel expenses as well as other non-salary related expenses in support of funded activities. They also include expenses for salaries and emoluments for

approved NATO permanent civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation and removal, and for contracted consultants and training.

Supplies and Consumables Used

This item also includes expenses attributed to Capital Expenses from a budget perspective, if they do not meet the criteria of PPE or Intangible Assets (EUR 38,000 in 2015).

NOTE 18: BUDGET INFORMATION

NATO MSIAC Budget

Presently, the NATO MSIAC Budget is not publicly available.

The actual amounts referred to by IPSAS 24 ("amounts that result from execution of the budget") are considered to be the commitment of credits.

Presentation of budget information in the financial statements

An analysis of the budget execution for the current and the previous year is provided in Annex5. The MSIAC budget execution compares the budget's authorized credits and the actual amounts committed and expended.

The MSIAC budget classification is based on the economic nature of the expenses broken down into three chapters as follows:

- Chapter I : Personnel Expenses
- Chapter II : Operating Expenses
- Chapter III : Capital Costs

The MSIAC Budget is prepared for the same period (1 January to 31 December) and encompasses the same entity as these financial statements.

Changes to the budgetary regulations were introduced by the North Atlantic Council in 2015 in approving a new set of NATO Financial Regulations. The new NATO Financial Regulations were made applicable to the 2015 budget year as from 1 May 2015. They have in particular instilled an accruals based approach to budget preparation and budget execution, whereas before the approach was largely commitment and cash based.

Despite a stronger emphasis on the principle of annual budgets, the approved and executed budget cannot be considered as accruals-based, since the new regulations allow for a number of exceptions, such as carrying forward commitments for goods and services that were expected to be delivered in the course of the year but for various reasons were not, or authority given to the member Nations to allow for special carry forward of appropriations unused at year-end.

The budget execution for 2015 may contain flaws since (a) the budget was prepared and approved in 2014 before the new Financial Regulations were formally approved and (b) two sets of regulations were in force during 2015, with the new ones as from 1 May 2015. In addition, commitments that were carried-forward from previous years into 2015 had been approved and were executed in accordance with the old rules.

The MSIAC budget is prepared and executed as follows:

- 1) The commitment of appropriations is the advance acceptance and recording of the financial consequence resulting from a legal obligation incurred during the financial year. As a consequence appropriations are allocated, and commitments are approved, for goods, services

and works to be delivered at a later stage. Commitments are settled when the service is rendered or goods delivered as is the case for expenses under accrual accounting.

- 2) Unliquidated commitments are carried forward and added to the budget of the following financial year in relation to an existing legal commitment or if a special agreement is given by the Steering Committee. They correspond to services not received or goods not delivered, at year-end, for specific circumstances. Outstanding commitments can be carried forward for two years. As a consequence, the services or goods received may relate to a commitment of appropriations from previous years' budgets. The carry-forward should be justified by a reason for which the services or goods could not be received in the course of the year. In addition, in accordance with Financial Regulations, member Nations may agree to a further carry-forward of commitments that were already carried forward twice.
- 3) Commitments, because they are an advance acceptance, and because payments cannot be made above approved appropriations levels, typically include an estimation factor and are (if only slightly) higher than the actual amount eventually paid. This results in commitments being higher than the actual expenses and in appropriations eventually lapsing.
- 4) Commitments are only made in respect of expenses relating to the initial purpose of the commitment. Commitments for capital expenditures are normally made in the year during which the purchase order is issued. In accrual accounting, the related costs would not appear in the Statement of Financial Performance but in the Balance Sheet and only upon reception of the works, goods or services. Conversely, there is no budgetary commitment of appropriations for non-cash flow transactions such as capital depreciation or provisions which would normally appear in the Statement of Financial Performance under accrual accounting.
- 5) On an exceptional basis, the Steering Committee may approve the carry-forward of credits without any prior legal commitment, for instance for projects at their initiation stage or planned expenditures. In accrual accounting there would be no expense recorded.
- 6) The balance of unused budgetary appropriations (not committed) lapses and is returned to Contributing Nations at year-end. Lapses may include cases where a project was eventually not completed or started, and therefore lead to no expense.

Reconciliation between Budget Execution and Statement of Financial Performance

amounts in EUR	2016
Total Expenditure Statement of Financial Performance	1,659,528.22
PP&E Acquisition, and Depreciation	-
Financial Costs	- 3,571.58
Miscellaneous (Income)	-
Budget Execution Total Expenses	1,655,956.64

Budget execution

The MSIAC budget execution for the current and previous year is shown at Annex 5 and Annex 6 respectively, which compares the budget's authorized appropriations and the actual amounts committed and expended.

Credits are transferred under the authority delegated to the NATO-IS Financial Controller by the NATO Financial Regulations and Financial Rules and Procedures.

Reconciliation between Budget and Calls for Contributions

The funding of the budget is made of a call for contributions, carried over credits and a part of previous years' surplus. There is one call for contribution per year, which is usually issued at the beginning of the year. No advances are called for the following financial year.

As directed by the Steering Committee, the calls covered EUR 1,428,000.

The table below reconciles the approved budget and the sources of funding.

amounts in EUR	2016	2015
Initial Budget	1,710,575.00	1,673,200.00
Revised Budget	-	-
Total Annual Budget	1,710,575.00	1,673,200.00
Advance called previous year	-	-
Call in current year	1,428,000.00	1,428,000.00
Total Cash Calls	1,428,000.00	1,428,000.00
Use of Previous Year's Surplus	-	-
Use of Project Accumulated Surplus	282,575.00	245,200.00
Other Funding Sources	282,575.00	245,200.00
Total Funding	1,710,575.00	1,673,200.00

NOTE 19: WRITE-OFFS

Nothing to report.

NOTE 20: LEASES

MSIAC does not have any financial leases.

NOTE 21: RESTRICTIONS ON FIXED ASSETS

There are no restrictions on fixed assets.

NOTE 22: CONTINGENT LIABILITIES

There have been no contingent liabilities identified that would be expected to result in a material obligation.

NOTE 23: CONTINGENT ASSETS

Nothing to report

NOTE 24: EMPLOYEE DISCLOSURE

Accounting for employee benefits is accounting for any liability in relation to all forms of consideration given by an entity in exchange of service rendered by employees.

It should be noted that the NATO-IS is managing centrally three pension programmes, namely the Defined Benefit Pension Scheme (DBS), the Provident Fund and the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) as well as the Retirees Medical Claims Fund (RMCF), covering staff employed by all NATO bodies. NATO-wide financial statements are issued by NATO-IS Office of Financial Control for the three Pension Schemes and the RMCF, therefore, no related assets or liabilities are recognised in these financial statements.

For 2016, MSIAC had an approved Personnel Establishment of 10 positions funded by the MSIAC budget (10 for 2015).

End 2016, 7 staff members (6 in 2015) participated in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) administered by NATO. The DCPS provides that the MSIAC budget makes a 12 percent

monthly matching contribution to the staff members' contributions for current service. End 2016, 2 other employees (2 in 2015) participated in NATO's Defined Benefit Pension Scheme (DBPS): a deduction of 9.5% of their salaries is made and contributed to the annual financing of this Plan. In addition, the MSIAC budget makes a monthly matching contribution of 19% to the DBPS. Consequently, the MSIAC has neither DBPS nor DCPS liabilities for its staff members. These contributions are expensed during the year in which the services are rendered and represent the total pension obligation of the entity.

End 2016, one staff member was employed on a reimbursable basis with an agreement between NATO-IS and the United States (same for 2015). The individual is remunerated and accrues pension rights under the United States pension scheme.

Untaken leave by MSIAC staff is not considered material.

NOTE 25: KEY MANAGEMENT PERSONNEL

The MSIAC Steering Committee (one representative per member nation) is the governing body of the MSIAC. Steering Committee members are nominated by their respective national authorities. They are paid on the basis of applicable national pay scales. The Steering Committee members do not receive from MSIAC or NATO any additional remuneration for Steering Committee responsibilities or access to benefits.

The key management personnel of the MSIAC Office consists of the Project Manager established post (A5). The Project Manager is responsible for the overall operational management of MSIAC.

There are no other remunerations or benefits to key management personnel or their family members.

NOTE 26: RELATED PARTIES

Key management personnel have no significant party relationships that could affect the operation of the MSIAC Office.

In 2016, NATO International Staff charged MSIAC an amount of EUR 63,650.26 for administrative support costs (EUR 60,395 in 2015) and EUR 27,656.70 for common operating costs (EUR 29,673.21 in 2015). In addition, the International Staff charges an annual rent for office space occupied in Building Z (EUR 36,125.62 in 2016 and in 2015).

* * * * *

List of acronyms:

BC-	Budget Committee
CNAD	Conference of National Armaments Directors
DI	Defence Investment Division
ERP	Enterprise Resource Planning
IPSAS	International Public Sector Accounting Standards
IS	International Staff
MOU	Memorandum of Understanding
MSIAC	Munitions Safety Information Analysis Centre
NIMIC	NATO Insensitive Munitions Information Centre
PPE	Property, Plant and Equipment



NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION
ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD
INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS
COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



NATO UNCLASSIFIED

IBA-A(2018)0036
29 May 2018

To: Secretary General
(Attn: Director of the Private Office)

Cc: Chairman, MSIAC Steering Committee
Project Manager, MSIAC
Financial Controller, International Staff (IS)
Chairman, Resource Policy & Planning Board (RPPB)
Branch Head, Plans and Policy Branch, NATO Office of Resources (NOR)
Private Office Registry

Subject: ***International Board of Auditors for NATO (Board) Auditor's Report and Letter of Observations and Recommendations on the audit of the Munitions Safety Information Analysis Center (MSIAC) Financial Statements for the year ended 31 December 2015 – IBA-AR(2018)0001***

The Board submits herewith its approved Auditor's Report (Annex 2) and Letter of Observations and Recommendations (Annex 3) with a Summary Note for distribution to the Council (Annex 1).

The Board's report sets out a qualified opinion on the Financial Statements of the MSIAC and on compliance for financial year 2015.

Yours sincerely,

Hervé-Adrien Metzger
Chairman

Attachments: As stated above.



**Note succincte
du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN
à l'intention du Conseil
sur la vérification des états financiers
du Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions (MSIAC)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2015**

Le Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions (MSIAC) constitue, au sein de l'Alliance, un organe de coordination destiné à faciliter les programmes OTAN et nationaux de conception de munitions. Le MSIAC est dirigé et géré par un comité directeur et un directeur de projet. En 2015, la dotation budgétaire du MSIAC (reports compris) s'élevait à 1,72 million d'euros (MEUR), et les dépenses au titre du budget ont représenté 1,55 MEUR.

Le Collège a émis une opinion avec réserve sur les états financiers du MSIAC ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé six observations, assorties de recommandations. Ses constatations sont présentées dans la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3).

On trouvera ci-après un relevé des principales constatations. Les observations 1 à 4 ont une incidence sur l'opinion émise par le Collège au sujet de la conformité, tandis que l'observation 5 a une incidence sur l'opinion émise concernant les états financiers ainsi que la conformité. L'observation 6 n'a pas d'incidence sur les opinions émises.

1. Recours à un fonds de réserve de gestion contrevenant à la version révisée du Règlement financier de l'OTAN.
2. Publication tardive des états financiers.
3. Absence de déclaration sur le contrôle interne.
4. Absence de rapprochement régulier des soldes bancaires.
5. Insuffisances significatives dans le contrôle interne du compte rendu financier.
6. Efforts sur la voie de la conformité avec la version révisée du Règlement financier de l'OTAN, et en particulier avec les articles relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne.

Le Collège a par ailleurs fait le point sur la suite donnée aux observations formulées lors de l'audit précédent, et il a constaté que les questions avaient été rendues caduques par des observations formulées pour l'exercice 2015 (annexe 3).

L'opinion (annexe 2) et la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3) ont été transmises au Secrétariat international, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans la lettre (appendice à l'annexe 3).

29 mai 2018

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

**OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS
DU CENTRE D'INFORMATION ET D'ANALYSE SUR LA SÉCURITÉ
DES MUNITIONS (MSIAC)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**OPINION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD****Rapport sur les états financiers**

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers du Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions (MSIAC), qui se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et de diverses notes explicatives. Le Collège a également vérifié l'état de l'exécution du budget pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Responsabilité de la direction

La direction est chargée d'établir les états financiers conformément au cadre comptable OTAN et au Règlement financier de l'OTAN (NFR) tels qu'ils ont été fixés par le Conseil de l'Atlantique Nord, et de veiller à ce qu'ils donnent une image fidèle de la situation de l'entité. Elle est ainsi responsable de la conception, de l'application et de la tenue d'un système de contrôle interne de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur.

Responsabilité du Collège

Il incombe au Collège de formuler sur ces états financiers une opinion qui soit fondée sur son travail de vérification, lequel aura été effectué conformément aux dispositions de sa charte et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que le Collège respecte certains principes déontologiques, et qu'il planifie et effectue sa vérification de manière à parvenir à une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Un audit consiste à appliquer des procédures permettant d'obtenir des éléments probants relatifs aux montants et aux informations figurant dans les états financiers. Les procédures retenues à cette fin sont laissées à l'appréciation de l'auditeur, qui évalue notamment les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Pour l'évaluation de ces risques, le système de contrôle interne sur lequel s'appuient l'établissement et la présentation des états financiers de l'entité concernée est pris en considération, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Il s'agit aussi de déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables faites par la direction sont raisonnables, ainsi que d'évaluer la présentation générale des états financiers.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur les états financiers

Le Collège a constaté que l'état de l'exécution du budget n'était pas présenté correctement. Il a également noté que des soldes importants figurant sous les rubriques « Trésorerie » et « Autres dettes à court terme » n'étaient pas dûment étayés et que le tableau des flux de trésorerie n'était pas correctement présenté. Enfin, les excédents cumulés ont été inscrits sous la rubrique « Actif net » alors qu'en 2014, ils l'avaient été sous la rubrique « À payer ». Il s'agit là d'un changement de méthode comptable, et les éléments justifiant un tel changement n'ont pas été communiqués au Collège ni présentés dans les notes jointes aux états financiers. On trouvera plus de détails à ce sujet sous l'observation 6 de la lettre d'observations et de recommandations jointe à la présente opinion.

Opinion avec réserve sur les états financiers

L'opinion du Collège est que, à l'exception des effets avérés et des effets possibles des questions mentionnées dans la section précédente, les états financiers donnent une image fidèle, conforme au cadre comptable OTAN, de la situation financière du MSIAC au 31 décembre 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Rapport sur la conformité

Responsabilité de la direction

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de l'établissement et de la présentation des états financiers, la direction est chargée de veiller à ce que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers soient conformes aux dispositions du NFR et du Règlement du personnel civil de l'OTAN telles qu'elles ont été fixées par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Responsabilité du Collège

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de la formulation d'une opinion sur les états financiers, le Collège est chargé de se prononcer sur le point de savoir si les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au NFR et au Règlement du personnel civil de l'OTAN. Il lui incombe notamment d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les fonds ont été utilisés pour le règlement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur dans le domaine financier et en matière de personnel. De telles procédures prévoient notamment l'évaluation des risques de non-conformité significative.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur la conformité

Le Collège a constaté qu'au 31 décembre 2015, le MSIAC détenait 955 000 EUR d'excédents cumulés au titre des projets. Ces excédents constituent une réserve de gestion, destinée à financer des besoins urgents. L'existence d'une telle réserve contrevient aux articles 24.2 et 29.3 du NFR, qui prévoient respectivement que les autorisations non engagées tombent en annulation en fin d'exercice et que le montant de chaque tranche est calculé de façon que le total des avoirs en caisse reste limité au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche suivante.

Selon le NFR, le contrôleur des finances doit présenter les états financiers au Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers. Les états financiers du MSIAC pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 n'ont toutefois été présentés pour audit que le 20 juillet 2016. Par ailleurs, le NFR dispose qu'une déclaration sur le contrôle interne doit être établie chaque année et signée par le chef d'organisme OTAN et par le contrôleur des finances. Or aucune déclaration sur le contrôle interne n'a été publiée pour l'exercice 2015.

Le NFR exige la mise en place d'un système de contrôle interne. Le Collège a constaté des insuffisances significatives dans le contrôle interne du compte rendu financier au sein du MSIAC. Au cours de son audit, il a en effet relevé des inexactitudes significatives ainsi que diverses erreurs que le contrôle interne n'a permis ni d'éviter ni de repérer.

Enfin, le Collège a constaté qu'il n'y avait pas eu de rapprochement des soldes bancaires en 2015. C'est là une autre insuffisance significative dans le contrôle interne du compte rendu financier.

Opinion avec réserve sur la conformité

L'opinion du Collège est que, à l'exception des questions mentionnées dans la section précédente, les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers du MSIAC sont, à tous égards significatifs, conformes au NFR et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Bruxelles, le 29 mai 2018

Hervé-Adrien Metzger
Président

29 mai 2018

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS CONCERNANT

LE CENTRE D'INFORMATION ET D'ANALYSE SUR LA SÉCURITÉ

DES MUNITIONS (MSIAC)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Introduction

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers du Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions (MSIAC) pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, et il a émis une opinion avec réserve à leur sujet ainsi que sur la conformité.

Observations et recommandations

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé six observations.

Quatre observations ont une incidence sur l'opinion émise au sujet de la conformité :

1. recours à un fonds de réserve de gestion contrevenant à la version révisée du Règlement financier de l'OTAN ;
2. publication tardive des états financiers ;
3. absence de déclaration sur le contrôle interne ;
4. absence de rapprochement régulier des soldes bancaires.

Une observation a une incidence sur l'opinion émise par le Collège concernant les états financiers ainsi que la conformité :

5. insuffisances significatives dans le contrôle interne du compte rendu financier.

Une observation n'a pas d'incidence sur les opinions émises :

6. efforts sur la voie de la conformité avec la version révisée du Règlement financier de l'OTAN, et en particulier avec les articles relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne.

Le Collège a par ailleurs fait le point sur la suite donnée à deux observations formulées lors de l'audit précédent, et il a constaté que les deux questions avaient été rendues caduques par des observations formulées pour l'exercice 2015.

Enfin, le Collège a adressé à la direction du MSIAC une lettre contenant quatre observations (référence : IBA-AML(2018)0002).

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS**1. RECOURS À UN FONDS DE RÉSERVE DE GESTION CONTREVENANT À LA VERSION RÉVISÉE DU NFR****Contexte**

1.1 Selon l'article 24.2 de la version révisée du NFR, les autorisations non engagées tombent en annulation en fin d'exercice. L'article 25.6 de la version révisée du NFR prévoit quant à lui que le comité financier compétent, s'il y est habilité par l'organe directeur concerné, peut, avant le 31 décembre, accepter un report spécial d'autorisations non engagées qui sont destinées à une fin bien précise s'il reçoit une demande dûment motivée à cet effet avant le 1^{er} décembre. Par ailleurs, d'après l'article 29.3 de la version révisée du NFR, il convient de calculer le montant de chaque tranche de contribution de façon que le total des avoirs en caisse reste limité au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche suivante.

Observation

1.2 Le Collège a constaté qu'au 31 décembre 2015, le MSIAC détenait 955 000 EUR d'excédents cumulés au titre des projets. Ces excédents ne sont pas destinés à une fin bien précise et doivent servir à financer des besoins urgents (réserve de gestion). Il s'agit principalement de crédits annulables, qui sont ajoutés chaque année aux soldes. Le Collège a constaté qu'en raison de l'accumulation de ces excédents, le total des avoirs en caisse dépassait le montant minimum nécessaire jusqu'à la réception de la tranche de contribution suivante, ce qui n'est pas conforme à l'article 29.3 de la version révisée du NFR.

Recommandation

1.3 Le Collège recommande au MSIAC de se conformer à l'article 29.3 du NFR et de limiter les avoirs en caisse au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche de contribution suivante. Si, néanmoins, le Comité directeur du MSIAC reste convaincu de la nécessité d'une telle réserve de gestion, il doit solliciter l'approbation par le Conseil de l'Atlantique Nord d'une dérogation aux articles 24.2 et 29.3 du NFR.

2. PUBLICATION TARDIVE DES ÉTATS FINANCIERS**Contexte**

2.1 Aux termes de l'article 35 du NFR, « *[d]es états financiers annuels propres aux différents organismes OTAN, consolidés s'il y a lieu, sont soumis au Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN par le contrôleur des finances aux fins d'audit, au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers* ».

Observation

2.2 Les états financiers 2015 du MSIAC n'ont été soumis au Collège que le 20 juillet 2016, soit pratiquement quatre mois après l'échéance fixée dans le NFR. Un tel retard empêche le Collège de procéder à la vérification des états financiers dans des conditions satisfaisantes et d'en présenter les résultats au Conseil en temps voulu. L'utilité des états financiers s'en trouve également quelque peu limitée.

Recommandation

2.3 Le Collège recommande qu'à l'avenir, les états financiers du MSIAC soient présentés pour le 31 mars, échéance fixée dans le NFR.

3. ABSENCE DE DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE

Contexte

3.1 Aux termes des articles 3.1 et 3.2 du NFR, le chef d'organisme OTAN est chargé « d'assurer à tout moment une saine gestion financière et de mettre en place les mécanismes de gouvernance nécessaires à cet effet, tout en respectant [son] obligation de rendre compte. Dans ce contexte, [il] veille notamment à mettre en place des mesures de gouvernance financière, des pratiques de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière, puis à les tenir à jour, afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources. L'attachement à [ces dispositions] est confirmé chaque année par la signature des états financiers et [de la] déclaration sur le contrôle interne. [Ces deux documents] doivent être signés par le chef d'organisme OTAN et le contrôleur des finances. »

Observation

3.2 Aucune déclaration sur le contrôle interne n'a été publiée pour l'exercice 2015. Ce document doit être signé par le directeur de projet et par le contrôleur des finances.

Recommandation

3.3 Le Collège recommande au MSIAC de présenter la déclaration sur le contrôle interne, dûment signée, au moment de la publication des états financiers.

4. ABSENCE DE RAPPROCHEMENT RÉGULIER DES SOLDES BANCAIRES

Contexte

4.1 Aux termes de l'alinéa VI (4) (c) des règles et procédures financières de l'OTAN (FRP), le contrôleur des finances veille à ce que tous les comptes soient régulièrement rapprochés et vérifiés, et à ce que toutes les activités ayant des incidences financières,

y compris les activités financées sur des fonds multinationaux et sur des fonds extrabudgétaires, fassent l'objet d'inspections périodiques.

Observation

4.2 Le Collège a constaté que le Bureau du contrôle financier du Secrétariat international (SI) n'avait pas procédé au rapprochement mensuel des soldes de trésorerie du système comptable et des relevés bancaires en 2015. Les rapprochements mensuels ne sont possibles qu'une fois que toutes les opérations bancaires ont été enregistrées et rapprochées dans le nouveau système de planification des ressources d'entreprise (ERP). Or, en 2015, un nombre substantiel d'opérations bancaires n'ont pas été consignées et rapprochées dans l'ERP, d'où l'impossibilité d'un rapprochement mensuel.

Recommandation

4.3 Le Collège recommande au MSIAC de procéder au rapprochement mensuel des soldes de trésorerie et d'en consigner le résultat. Il sera ainsi plus facile de repérer au fur et à mesure les éventuelles inexactitudes, ainsi que le prévoient les FRP. Le résultat de ce travail devra être signé par celui qui l'aura effectué et celui qui l'aura vérifié.

5. INSUFFISANCES SIGNIFICATIVES DANS LE CONTRÔLE INTERNE DU COMPTE RENDU FINANCIER

Contexte

5.1 Comme le prévoit le NFR, il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle financier interne et de l'établissement des états financiers conformément au cadre comptable OTAN.

Observations

5.2 Le Collège a constaté des inexactitudes significatives ainsi que l'absence de justificatifs à l'appui de certains soldes, comme indiqué ci-dessous.

- a) Le solde du relevé détaillé des sommes à payer ne correspond pas au solde mentionné dans l'état de la situation financière. La différence, résultat net d'une série d'écarts, est de 16 480 EUR. Le Collège a interrogé le MSIAC à ce sujet mais il n'a pas reçu de réponse.
- b) Un solde de trésorerie négatif d'un montant de 45 011 EUR a été enregistré dans le système comptable, mais le Collège n'a pas reçu de justificatifs à l'appui de ce solde.

- c) L'état de l'exécution du budget n'est pas présenté correctement. Les montants indiqués comme étant ceux du budget initial par chapitre sont incorrects et ne correspondent pas aux chiffres du budget approuvé initialement. Par ailleurs, il n'est fait état d'aucun transfert budgétaire, alors que des transferts d'au moins 74 629 EUR effectués entre les chapitres 1 et 2 pour couvrir les dépenses notifiées auraient dû être signalés. De même, aucun report n'est indiqué dans l'état de l'exécution du budget, alors que 15 217 EUR ont été reportés.
- d) Les soldes présentés dans le tableau des flux de trésorerie ne correspondent pas à ceux mentionnés dans l'état de la situation financière et dans l'état de la performance financière, alors que cela devrait être le cas. Par exemple, selon le tableau des flux de trésorerie les sommes à payer affichent une hausse de 259 503 EUR, alors que l'état de la situation financière mentionne 296 445 EUR. De même, le tableau des flux de trésorerie fait état d'un déficit net de 124 401 EUR, alors que l'état de la performance financière indique un excédent/déficit net nul. Des différences de ce type ont également été constatées pour ce qui concerne les autres dettes à court terme et à long terme. Le Collège a interrogé le MSIAC à propos de la différence relative au déficit net, qui apparaît également dans l'état des variations de l'actif net, mais ni celui-ci ni le SI n'ont été en mesure de fournir une explication à ce sujet.
- e) L'état des variations de l'actif net ne présente pas les soldes de 2014, alors que le cadre comptable OTAN prévoit que ces soldes soient fournis à des fins de comparaison.
- f) Les excédents cumulés au titre des projets ont été inscrits sous la rubrique « Actif net », alors qu'en 2014, ils l'avaient été sous la rubrique « À payer ». Il s'agit là d'un changement de méthode comptable, et les éléments justifiant un tel changement n'ont pas été présentés dans les notes jointes aux états financiers, contrairement à ce que prévoit le cadre comptable OTAN. Le Collège a demandé au MSIAC de lui exposer les raisons de ce changement, mais il n'a pas reçu de réponse.
- g) Un montant de 55 942 EUR a été inscrit sous la rubrique « Autres dettes à court terme », mais le Collège n'a pas reçu de justificatifs à l'appui de ce montant.
- h) La vérification des charges sous la rubrique « Fournitures consommables et autres » a révélé que diverses opérations afférentes à 2016 avaient été consignées comme des charges afférentes à 2015. Cela signifie que les dépenses ont été surévaluées de 19 520 EUR.
- i) De nombreuses autres inexactitudes non significatives ont été relevées s'agissant des créances, des avances et des paiements anticipés.

Recommandations

5.3 Le Collège recommande au MSIAC :

- a) de mettre en place des procédures internes solides qui définissent les responsabilités, les exigences et les contrôles associés à l'établissement des états financiers, le but étant de faire en sorte que ceux-ci soient exempts de toute inexactitude significative et de toute autre erreur ou omission ;
- b) de ne faire apparaître dans l'état de la situation financière que les actifs et passifs qui sont assortis des éléments probants nécessaires et de conserver les pièces justificatives à des fins d'audit ;
- c) d'améliorer le contrôle interne du compte rendu financier de manière à être certain que toutes les charges sont consignées dans les états financiers de l'exercice auquel elles se rapportent.

6. EFFORTS SUR LA VOIE DE LA CONFORMITÉ AVEC LA VERSION RÉVISÉE DU RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN, ET EN PARTICULIER AVEC LES ARTICLES RELATIFS AU CONTRÔLE INTERNE, À LA GESTION DES RISQUES ET À L'AUDIT INTERNE

Contexte

6.1 Le Conseil a approuvé la version révisée du Règlement financier de l'OTAN (NFR) en date du 4 mai 2015. Il s'agissait de la première révision de ce texte en plus de trente ans. Bien que l'article 36 de cette nouvelle version prévoie que le Règlement entre en vigueur dès son approbation (à savoir le 4 mai 2015), le Conseil a reconnu que l'on ne pouvait s'attendre à sa pleine application avant la fin de 2015. Par ailleurs, il est stipulé à l'article 4 que « le comité financier [...] adopte [...] une série de règles et procédures financières [FRP] qui donnent des orientations supplémentaires propres à assurer la bonne exécution du présent Règlement ».

6.2 Les dispositions du NFR révisé sont plus explicites que celles de la version précédente s'agissant de la gestion des risques (article 11), du contrôle interne (article 12), de l'audit interne (article 13) et de l'établissement d'une commission consultative sur l'audit (article 16). Selon ces dispositions, il faut définir des procédures de gestion des risques conformes aux critères d'efficacité, d'efficience et d'économie, mettre en place les fonctions de gestion nécessaires à un contrôle interne efficace, donner aux organismes OTAN accès à une fonction d'audit interne permanente, dotée de ressources suffisantes et exercée conformément aux normes d'audit interne reconnues au niveau international, et établir une commission consultative sur l'audit. L'article 25 permet quant à lui l'engagement de crédits budgétaires correspondant aux biens et services à recevoir pendant l'exercice.

6.3 Cette nouvelle version du NFR est l'occasion pour les organismes OTAN de renforcer et de codifier leur cadre général de contrôle interne, y compris la gestion des risques. Elle prévoit aussi la mise en place de fonctions d'audit interne, qu'elles soient assurées au sein même des organismes ou externalisées, l'objectif déclaré étant d'obtenir une capacité d'analyse approfondie de l'efficacité et de l'efficience des activités et des contrôles internes, y compris la gestion des risques. Enfin, le Conseil veillera à ce que les FRP soient, dans toute la mesure possible, cohérentes dans l'ensemble de l'OTAN.

Observations

6.4 Le Collège a constaté que le MSIAC avait fait peu de progrès s'agissant de se conformer aux dispositions de la nouvelle version du NFR.

6.5 Cette constatation n'a en fait rien de surprenant sachant que les FRP, plus détaillées, demandées à l'article 4 de la version révisée du NFR n'ont été approuvées qu'à la fin du mois de février 2016. Par ailleurs, les modifications apportées au NFR sont considérables, et le Collège reconnaît qu'il faudra un certain temps pour les appliquer correctement. La bonne application des dispositions devrait permettre au MSIAC de tirer de réels avantages de la nouvelle version du NFR et pas simplement de montrer qu'il respecte les nouvelles exigences.

6.6 Compte tenu de ce qui précède, 2015 reste une année de transition pour le MSIAC. Le Collège attend du MSIAC qu'il se conforme pleinement au NFR en 2017. Il a une fois de plus décidé de rendre compte des progrès réalisés à l'égard de certains des articles révisés du NFR et de formuler des recommandations sur cette base. Les observations ainsi faites n'auront pas d'incidence sur l'opinion relative à la conformité pour l'exercice 2015.

6.7 Le Collège fait le point de la situation dans les domaines énumérés ci-après.

Article 11 – Gestion des risques

6.7.1 Le Collège a constaté que le MSIAC disposait d'une procédure de gestion des risques axée sur les risques opérationnels. En revanche, le MSIAC n'a pas encore adopté de normes en matière de gestion des risques financiers. Dès lors, le registre des risques du MSIAC ne tient pas compte des risques financiers.

Article 12 – Contrôle interne

6.7.2 L'article 12 du NFR prévoit qu'il soit procédé à un examen et à une évaluation périodiques des risques et du bon fonctionnement du système de contrôle interne. Selon les FRP XII, alinéa 3) (e), la déclaration sur le contrôle interne doit comporter une référence au cadre de contrôle interne utilisé pour l'évaluation.

6.7.3 Le Collège a constaté que le MSIAC ne s'était pas encore doté officiellement d'un cadre de contrôle interne spécifique pour l'évaluation de son système de contrôle interne, comme le prévoient pourtant les FRP XII. Un certain nombre d'autres organismes OTAN, dont le Commandement allié Opérations (ACO), le Commandement allié Transformation (ACT), l'Organisation OTAN d'information et de communication (NCIO), l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA) et l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), ont adopté le cadre du COSO (*Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission*). L'adoption d'un cadre spécifique par ces organismes constitue un grand pas en avant. Un tel cadre est indispensable pour garantir et pour montrer clairement à tous qu'un système complet de contrôle interne et de gestion des risques est en place. Tant que le MSIAC ne se sera pas doté d'un cadre de contrôle interne spécifique, n'aura pas produit la documentation correspondante et n'aura pas procédé à l'évaluation de son système de contrôle interne, le Collège ne sera pas en mesure de déclarer qu'un système complet de contrôle interne conforme à l'article 12 de la version révisée du NFR est bien en place.

Article 13 – Audit interne

6.7.4 Le Collège a constaté qu'aucune activité d'audit interne n'avait été réalisée au sein du MSIAC. De ce fait, on ne peut affirmer à ce stade que le MSIAC a effectué un travail d'audit interne aux fins d'une analyse approfondie, dans l'ensemble de l'entité, de l'exposition aux risques et de l'efficacité des contrôles internes pour ce qui est de la gestion des risques inhérents à la gouvernance, à l'exploitation et aux systèmes d'information, ainsi que le prévoit l'article 13 de la version révisée du NFR.

Article 16 – Commission consultative sur l'audit

6.7.5 Le Collège a constaté que la Commission consultative sur l'audit du SI était aussi compétente pour le MSIAC. Cette commission s'est réunie pour la première fois au dernier trimestre de 2017.

Recommandations

6.8 Le Collège formule les recommandations ci-après.

- i) Le MSIAC devrait publier une politique de gestion des risques et faire en sorte que des registres de risques soient mis en place et utilisés.
- j) En application des FRP XII, alinéa 3) (e), le MSIAC devrait se doter d'un cadre de contrôle interne spécifique pour l'évaluation de son système de contrôle interne, prévue par l'article 12 du NFR. Étant donné que d'autres entités OTAN, dont l'ACT et la NAPMA, ont déjà adopté le cadre de contrôle interne du COSO, susceptible d'être utilisé par des entités de toutes tailles, le MSIAC devrait envisager d'adopter lui aussi ce cadre.

- k) En coordination avec le SI, lorsqu'il y a lieu, le MSIAC devrait entamer un travail d'évaluation et de consignation par écrit du fonctionnement du système de contrôle interne et des procédures de gestion des risques, afin de se conformer aux articles 11 et 12 du NFR, aux FRP XI et XII et au cadre de contrôle interne qu'il aura choisi.
- l) Le MSIAC devrait veiller, en recourant à l'externalisation si elle est jugée plus intéressante sur le plan financier, à ce que les activités d'audit interne comportent une analyse de la gestion des risques et du contrôle interne dans l'ensemble du MSIAC.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux observations et aux recommandations formulées à l'issue d'audits précédents. On en trouvera un récapitulatif dans le tableau ci-dessous.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Rapport d'audit 2014 IBA-AR(2015)38, paragraphe 1 RETARD DE PUBLICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE 2014 Recommandation du Collège Le Collège recommande que les états financiers soient établis, examinés et publiés dans les délais fixés par le NFR.	Les états financiers de 2015 ont été publiés le 20 juillet 2016, soit après l'échéance du 31 mars fixée dans le NFR.	Question rendue caduque par l'observation 2 formulée pour l'exercice 2015.
(2) Rapport d'audit 2014 IBA-AR(2015)38, paragraphe 2 FONDS DE RÉSERVE TROP IMPORTANT Recommandation du Collège Le Collège a constaté que le solde du fonds de réserve au 31 décembre 2014 était de 1,079 MEUR, soit une hausse de 157 000 EUR par rapport à l'année précédente. Il équivaut actuellement à presque 13 parts, ce qui est bien plus que le plafond jugé approprié par le Comité directeur. Le Bureau recommande de maintenir la limite du fonds de réserve à 420 000 EUR comme l'avait décidé le Comité directeur.	Au 31 décembre 2015, le solde du fonds de réserve était de 954 987 EUR.	Question rendue caduque par l'observation 1 formulée pour l'exercice 2015.

**COMMENTAIRES OFFICIELS DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL (SI)
CONCERNANT LA LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS ET
POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN**

**OBSERVATION 1 :
RECOURS À UN FONDS DE RÉSERVE DE GESTION CONTREVENANT À LA
VERSION RÉVISÉE DU NFR**

Commentaires officiels du SI

Le Comité directeur du MSIAC prend note de la recommandation du Collège. À sa réunion de mars 2016 (SC23), il a réaffirmé qu'il considérait que le maintien d'une réserve était essentiel au bon fonctionnement du projet MSIAC. Cette réserve est notamment constituée des droits d'adhésion versés par les nouveaux pays membres en guise de contribution aux produits et aux services développés par le MSIAC depuis 25 ans. À ce titre, elle est destinée à couvrir les dépenses futures liées aux activités du MSIAC. Un plan quinquennal est approuvé chaque année, qui doit permettre de réduire progressivement le fonds de réserve, en fonction du niveau visé par le Comité directeur du MSIAC. À la réunion du Comité directeur d'octobre 2017 (SC26), les pays se sont fixé comme objectif de ramener le fonds de réserve à un niveau compris entre 650 000 EUR et 1 MEUR.

Une demande de dérogation à la version révisée du NFR sera introduite.

**OBSERVATION 2 :
PUBLICATION TARDIVE DES ÉTATS FINANCIERS**

Commentaires officiels du SI

Le SI souscrit à la recommandation. Les états financiers de 2016 ont été publiés dans les délais impartis.

**OBSERVATION 3 :
ABSENCE DE DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE**

Commentaires officiels du SI

Le SI souscrit à la recommandation. Une déclaration sur le contrôle interne a été publiée pour l'exercice 2016.

**OBSERVATION 4 :
ABSENCE DE RAPPROCHEMENT RÉGULIER DES SOLDES BANCAIRES**

Commentaires officiels du SI

Le SI souscrit à la recommandation. Le MSIAC continue d'effectuer des rapprochements entre les relevés bancaires et le module de gestion de la trésorerie de l'ERP, et, depuis 2017, il procède à un rapprochement régulier entre les soldes bancaires et le grand livre général.

**OBSERVATION 5 :
INSUFFISANCES SIGNIFICATIVES DANS LE CONTRÔLE INTERNE DU COMPTE
RENDU FINANCIER**

Commentaires officiels du SI

Le SI souscrit à la recommandation.

**OBSERVATION 6 :
EFFORTS SUR LA VOIE DE LA CONFORMITÉ AVEC LA VERSION RÉVISÉE DU
RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN, ET EN PARTICULIER AVEC LES ARTICLES
RELATIFS AU CONTRÔLE INTERNE, À LA GESTION DES RISQUES ET À L'AUDIT
INTERNE**

Commentaires officiels du SI

Le SI souscrit à la recommandation. Le Comité directeur procède régulièrement au réexamen du registre des risques. Le MSIAC officialisera l'adoption du COSO comme cadre de contrôle interne. S'agissant de l'audit interne, le MSIAC bénéficie des activités d'audit interne menées au niveau du SI dans la mesure où tout le soutien administratif, humain et financier qu'il reçoit est fourni par le SI de l'OTAN, dont l'audit interne est réalisé par le Service Audit interne du SI. Compte tenu du niveau relativement modeste du budget du MSIAC, il convient de tenir compte du rapport coût-avantage avant d'envisager l'organisation d'autres activités d'audit interne.

NATO UNCLASSIFIED

FC(2016)08/1

NATO MSIAC
FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31/12/2015
FINANCIAL YEAR 2015

Annexes :

- 1 Statement of financial position
- 2 Statement of financial performance
- 3 Cash flow statement
- 4 Changes in net assets/equity
- 5 Budget execution 2015
- 6 Budget execution 2014
- 7 Explanatory notes to the financial statements

NATO UNCLASSIFIED

NATO MSIAC
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
As at 31 December 2015

(All amounts in Euro)				
	Notes	Current Year	Prior Year	Variance
		2015	2014	CY - PY
ASSETS				
CURRENT ASSETS				
Cash and Cash Equivalents	3 & 4	1,923,461.73	1,457,858.05	465,603.68
Short Term Investments	3	-	-	-
Receivables	5	14,266.98	244,000.00	-229,733.02
Prepayments	6	721.31	7,516.20	-6,794.89
Other Current Assets	6	-	4,531.12	-4,531.12
Inventories	7	-	-	-
Total Current Assets		1,938,450.02	1,713,905.37	224,544.65
NON CURRENT ASSETS				
Receivables	5	-	-	-
Property, Plant and Equipment	8	-	-	-
Other Non-current Assets	8	-	-	-
Total Non-Current Assets		-	-	-
TOTAL ASSETS		1,938,450.02	1,713,905.37	224,544.65
LIABILITIES				
Current Liabilities				
Payables	9	902,058.81	605,114.14	296,944.67
Deferred Revenue	10	17,461.73	21,274.16	3,812.43
Advances	11	8,000.00	8,000.00	-
Short Term Provisions	12	-	-	-
Other Current Liabilities	13	55,942.36	128.42	55,813.94
Total Current Liabilities		983,462.90	634,516.72	348,946.18
NON CURRENT ASSETS				
Long Term Provisions	14	0.00	0.00	0.00
Non Current Deferred Revenue	14	0.00	0.00	0.00
Other Non Current Liabilities	14	0.00	0.00	0.00
Total Non Current Assets		0.00	0.00	0.00
TOTAL LIABILITIES		983,462.90	634,516.72	348,946.18
NET ASSETS	15	954,987.12	1,079,388.65	-124,401.53

NATO MSIAC
STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE
As at 31 December 2015

(All amounts in EUR)				
	Notes	Current Year	Prior Year	Variance
		31-Dec-15	31-Dec-14	CY - PY
Revenue	16			
Revenue from non-exchange transactions		1,536,208.56	1,390,292.78	145,915.78
Financial Revenue		0.00	4,531.12	-4,531.12
Other revenue		0.00	0.00	0.00
Total Revenue		1,536,208.56	1,394,823.90	141,384.66
Expenses	17			
Wages, salaries and employee benefits		1,157,192.63	1,170,480.50	-13,287.87
Supplies and consumables used		379,015.93	219,812.28	159,203.65
Financial Costs		0.00	2,544.02	-2,544.02
Other expenses (interest to be reimbursed to nations)		0.00	1,987.10	-1,987.10
Total Expenses		1,536,208.56	1,394,823.90	141,384.66
Surplus/Deficit for the period		0.00	0.00	0.00

NATO MSIAC
Statement of cash flow

As at 31 December 2015

	(All amounts in euros)
	2015
	2014
Cash flow from operating activities	465,603.68
Surplus/(Deficit)	-124,401.53
Non-cash movements	0.00
Depreciation/ Amortisation	0.00
Impairment	0.00
Increase /(decrease) in payables	259,503.09
Increase/ (decrease) in other current liabilities	-92,603.43
Increase/ (decrease) in provisions	20,749.16
(Gains)/losses on sale of property, plant and equipment	0.00
Increase/ (decrease) in other current assets	0.00
Decrease/ (Increase) in receivables	4,531.12
Increase/ (decrease) in other NON current liabilities	-586.62
Net cash flow from operating activities	236,527.91
	590,005.21
Cash flow from investing activities	-61,792.19
Purchase of property plant and equipment / Intangible assets	0.00
Proceeds from sale of property plant and equipment	0.00
Net cash flow from investing activities	0.00
Cash flow from financing activities	0.00
Net cash flow from financing activities	0.00
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents	0.00
	465,603.68
	-61,792.19
Cash and cash equivalent at the beginning of the period	1,457,858.05
Cash and cash equivalent at the end of the period	1,519,650.24
	1,923,461.73
	1,457,858.05

NATO MSIAC

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS AS AT 31/12/2015

(in EUR)

	Accumulated surpluses/(deficits)
Balance at 31 December 2014	1,079,388.65
Net gains (losses) recognized directly in net assets/equity	-124,401.53
Currency translation differences	0.00
Surplus on property revaluation	0.00
Surplus (deficit) for the period	0.00
Net for the period	-124,401.53
Balance at 31 December 2015	954,987.12

(1) fixed assets in progress

NATO MSIAC
Statement of Budget Execution as at 31 December 2015

(amounts in euro)	Initial budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final budget	Commitments	Expenses	Total spent	Carry	Lapsed
MSIAC												
Chapter 1	1,312,646.30	-	1,312,646.30	-	1,312,646.30	-	1,312,646.30	7,860.06	1,158,678.39	1,166,538.45	-	146,107.85
Chapter 2	360,553.70	-	360,553.70	-	360,553.70	-	360,553.70	7,354.77	333,367.23	340,722.00	-	19,831.70
Chapter 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total FY 2015	1,673,200.00	-	1,673,200.00	-	1,673,200.00	-	1,673,200.00	15,214.83	1,492,045.62	1,507,260.45	-	165,939.55
MSIAC												
Chapter 1	5,777.04	-	5,777.04	-	5,777.04	-	5,777.04	-	5,777.04	5,777.04	-	-
Chapter 2	2,753.65	-	2,753.65	-	2,753.65	-	2,753.65	2,246.90	385.90	2,632.80	-	120.85
Chapter 3	38,000.00	-	38,000.00	-	38,000.00	-	38,000.00	-	38,000.00	38,000.00	-	-
Total FY 2014	46,530.69	-	46,530.69	-	46,530.69	-	46,530.69	2,246.90	44,162.94	46,409.84	-	120.85
MSIAC												
Chapter 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total FY 2013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total MSIAC	1,719,730.69	-	1,719,730.69	-	1,719,730.69	-	1,719,730.69	17,461.73	1,536,208.56	1,553,670.29	-	166,060.40

NATO MSIAC
Statement of Budget Execution for Financial Year 2014
n = 2014

(en EUR / in EUR)

CHAPTER Article		BUDGET AUTHORISATIONS			COMMITMENTS	EXPENDITURES	BUDGETARY SURPLUS	
		BUDGET (ref.)	AUTHORIZED TRANSFERS	ADJUSTED CREDITS			Credits carried forward to n+1	Lapsed credits
		MSIAC(SC)DS/18						
		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)				
I.	PERSONNEL COSTS							
01.01.01	Basic salaries	700,000.00	0.00	700,000.00	682,601.53	682,601.53	0.00	17,398.47
01.01.02	Allowances	334,000.00	0.00	334,000.00	315,503.73	315,503.73	0.00	18,496.27
01.01.07	Medical examinations	200.00	0.00	200.00	54.00	54.00	0.00	146.00
01.02	Other personnel expenses	50,000.00	0.00	50,000.00	32,715.43	32,715.43	0.00	17,284.57
01.04	Administrative support	58,000.00	0.00	58,000.00	56,225.87	56,225.87	0.00	1,774.13
01.05	Consultants + Temps	137,000.00	-37,150.00	99,850.00	89,156.98	83,379.94	5,777.04	10,693.02
	Financial year n	1,279,200.00	-37,150.00	1,242,050.00	1,176,257.54	1,170,480.50	5,777.04	65,792.46
	Carried forward:							
	Financial year n-1	3,515.80	0.00	3,515.80	3,515.80	3,515.80	0.00	0.00
	Financial year n-2	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
		1,282,715.80	-37,150.00	1,245,565.80	1,179,773.34	1,173,996.30	5,777.04	65,792.46
II.	COMMON OPERATING COSTS							
02.01	Missions	74,500.00	-1,000.00	73,500.00	63,331.40	62,916.60	414.80	10,168.60
02.02	supplies	6,000.00	1,000.00	7,000.00	6,166.26	5,585.22	581.04	833.74
02.03	Communications	14,250.00	0.00	14,250.00	13,588.00	13,307.60	280.40	662.00
02.05	Buildings	70,000.00	-2,250.00	67,750.00	66,218.48	66,218.48	0.00	1,531.52
02.06	Representation	5,000.00	0.00	5,000.00	4,696.02	4,520.75	175.27	303.98
02.07	Library, information	3,000.00	2,250.00	5,250.00	5,039.81	5,039.81	0.00	210.19
02.08	Technical supp & equip	22,000.00	0.00	22,000.00	5,904.30	5,904.30	0.00	16,095.70
02.09	Miscellaneous and Unforeseen	15,000.00	0.00	15,000.00	0.00	0.00	0.00	15,000.00
	Financial year n	209,750.00	0.00	209,750.00	164,944.27	163,492.76	1,451.51	44,805.73
	Carried forward:							
	Financial year n-1	7,365.92	0.00	7,365.92	6,840.92	6,840.92	0.00	525.00
	Financial year n-2	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
		217,115.92	0.00	217,115.92	171,785.19	170,333.68	1,451.51	45,330.73
III.	CAPITAL COSTS							
03.01	Technical expenses	33,000.00	37,150.00	70,150.00	63,055.38	23,753.24	39,302.14	7,094.62
03.02	Equipment	400.00	0.00	400.00	0.00	0.00	0.00	400.00
	Financial year n	33,400.00	37,150.00	70,550.00	63,055.38	23,753.24	39,302.14	7,494.62
	Carried forward:							
	Financial year n-1	343.98	0.00	343.98	150.42	150.42	0.00	193.56
	Financial year n-2	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
		33,743.98	37,150.00	70,893.98	63,205.80	23,903.66	39,302.14	7,688.18
	GRAND TOTAL							
	Financial year n	1,522,350.00	0.00	1,522,350.00	1,404,257.19	1,357,726.50	46,530.69	118,092.81
	Carried forward:							
	Financial year n-1	11,225.70	0.00	11,225.70	10,507.14	10,507.14	0.00	718.56
	Financial year n-2	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	GRAND TOTAL	1,533,575.70	0.00	1,533,575.70	1,414,764.33	1,368,233.64	46,530.69	118,811.37

**EXPLANATORY NOTES TO MSIAC
2015 FINANCIAL STATEMENTS****NOTE 1: GENERAL INFORMATION**

At the October 1990 Conference of National Armaments Directors (CNAD) meeting, the MOU establishing NATO Insensitive Munitions Information Centre (NIMIC) as a Project Office under CNAD was signed. The project transitioned to cover the wider aspects of Munition Safety in 2004 becoming the Munitions Safety Information Analysis Centre (MSIAC)

MSIAC is a member nations' funded and directed NATO Project office. Its goal is to help nations reduce, and eliminate, the risk to personnel and materiel from explosive incidents associated with own munitions. To help nations realise this goal, the project exchanges and analyses information and technology related to munition safety. MSIAC plays a central role in facilitating member nation's efforts to safely store, design, develop, procure and use safer munitions.

At the end of 2014, MSIAC had twelve participating countries: Australia, Belgium, Canada, Finland, France, Germany, Italy, The Netherlands, Norway, Spain, Sweden, the United Kingdom and the United States. The Republic of Korea was approved for membership at the end of 2013.

The MSIAC Steering Committee (one representative per member nation) is the governing body of the MSIAC. Steering Committee members are nominated by their respective national authorities.

For administrative purposes only, MSIAC is attached to the Defence Investment Division of the IS.

The participating countries pay all operational and administrative costs relating to the Project office, in accordance with an agreed cost-sharing formula.

NOTE 2: ACCOUNTING POLICIES

The principal accounting policies adopted in the preparation of these financial statements are set out below.

Declaration of Conformity

The MSIAC financial statements have been prepared in accordance with NATO Financial Regulations (NFR), the Financial Rules and Procedures (FRP) and the NATO Accounting Framework, which is an adapted version of the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Basis of Preparation

These financial statements have been prepared on a going-concern basis. The assumption is that MSIAC is a going concern and will continue in operation and meet its objectives and obligations for the foreseeable future.

The financial year is from 1 January to 31 December.

The amounts shown in these financial statements are presented in EUR

MSIAC applied IPSAS 9 Revenue from exchange transactions and IPSAS 23 Revenue from non-exchange transactions.

The following IPSAS have no material effect on the 2015 MSIAC financial statements:

IPSAS 5: Borrowing Costs

IPSAS 6: Consolidated and Separate Financial

ANNEX 7 to
FC(2016))081

7-2

IPSAS 7: Investments in Associates.
IPSAS 8: Interests in Joint Ventures
IPSAS 10: Financial Reporting in Hyperinflationary Economies
IPSAS 11: Construction Contracts
IPSAS 16: Investment Property
IPSAS 21: Impairment of non-cash generating assets
IPSAS 26: Impairment of Cash-Generating Assets
IPSAS 27: Agriculture
IPSAS 32: Service Concession Arrangements: Grantor

Changes in accounting policy

As from reporting year 2015, the cash-flow statement is presented using the indirect method when in the past it was done using the direct method. This change was required in order to adopt the recommended common layout structure approved by NATO end 2015 (AC/335-N(2015)0088).

Below is the cash-flow statement concerning 2014 presented using the direct method.

		2014
CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES		
RECEIPTS		
	Contributions	1,208,000.00
	Financial Revenue	7,358.64
	Others	3,390.15
	TOTAL	1,218,748.79
PAYMENTS		
	Personnel Costs	(1,043,508.73)
	Operating Costs	(229,155.29)
	Miscellaneous Payments	(5,282.54)
	Financial Costs	(2,594.42)
	TOTAL	(1,280,540.98)
NET CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES		(61,792.19)
CASH FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES		
RECEIPTS		
PAYMENTS		
NET CASH FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES		0.00
CASH FLOW FROM FINANCIAL ACTIVITIES		
RECEIPTS		
PAYMENTS		
NET CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES		0.00
NET INCREASE (DECREASE) IN CASH AND CASH EQUIVALENTS		(61,792.19)
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT BEGINNING OF PERIOD		1,519,650.24
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT END OF PERIOD		1,457,858.05

Reclassification of Financial Statements of Previous Years

A reclassification of elements of the statement of financial position and of the budget execution report were required in order to adopt the recommended common layout structure approved by NATO end 2015 (AC/335-N(2015)0088). This reclassification did not result in any material change in the presentation and major accounting classes are not affected.

Use of Estimates

In accordance with generally accepted accounting principles, the financial statements include amounts based on estimates and assumptions by management, according to the most reliable information available, judgement and assumptions. Estimates include accrued revenue and expenses. Actual results could differ from those estimates. Changes in estimates are reflected in the period in which they become known.

Foreign Currency Transactions

The MSIAC budget is authorized and managed in EUR so contributions called are made in EUR. Foreign currency transactions as required are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the date of the transactions. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies were converted into EUR using the NATO rates of exchange applicable at 31 December 2015.

Realised and unrealised gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets, and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in the Statement of Financial Performance.

MSIAC does not have any unrealised gains and losses resulting from the translation of statements.

Financial Risks

MSIAC uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts and deposit accounts.

All the financial instruments are recognised in the Statement of Financial Position at their fair value.

The organisation is exposed to a variety of financial risks, including foreign exchange risk, credit risk, currency risk, liquidity risk and interest rate risk.

a. Foreign currency exchange risk

The exposure to foreign currency risk is limited as the majority of the NATO-MSIAC's expenditures are made in EUR, the currency of its budget. The current bank accounts are held in EURO.

b. Credit risk

NATO-MSIAC incurs credit risks from cash and cash equivalent held with banks and from receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2015 is equal to the total amount of bank balances, short term deposits and receivables. There is very limited credit risk associated with the realization of these elements.

Concerning cash and cash equivalent NATO MSIAC credit risk is managed by holding current bank accounts and short term highly liquid deposits that are readily convertible to a known amount of cash held with ING Bank (Belgium) which has the following short term credit ratings:

ING Bank	Credit Ratings as at 29/03/2016		
	Fitch	Moody's	S&P
Short term	F1	P1	A1

The MSIAC outstanding accounts receivable are managed by maintaining control procedures over receivables. Most cash receivables are due from NATO member nations, which are considered credit worthy.

c. Liquidity risk

The liquidity risk, also referred to as funding risk, is based on the assessment as to whether the Organisation will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. A liquidity risk could arise from a short term liquidity requirement. There is a very limited exposure to liquidity risk because of the funding mechanism which guarantees contributions in relation to the approved budgets. Some limited risk could be due to the accuracy of budget forecasts. However, past history shows that this process results in surpluses and the budgetary rules provide for revised budgets.

d. Interest rate risk

Except for certain cash and cash equivalent balances, MSIAC's financial assets and liabilities do not have associated interest rates. MSIAC is restricted from entering into borrowings and investments, and, therefore, there is an insignificant interest rate risk. Interest earned is not a budgetary resource but contributes to the surplus owed to Nations.

Current Assets

a. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash in hand, short term deposits held with banks, and other short term highly liquid investments.

b. Funds Managed for Third Parties

Funds managed on behalf of third parties are held in cash and are presented as a liability. They are accounted for when cash is effectively received. They are represented as a separate item in the cash flow statement of the entity in order to avoid any confusion.

c. Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

Contributions receivable are recognised when a call for contribution has been issued to the funding nations. No allowance for loss is recorded with respect to Member countries' assessed contributions receivable.

d. Prepayments

A prepayment is a payment in advance of the period to which it pertains and is mainly in respect of an advance payment made to a third party.

e. Inventories

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 12 Inventories. It is described as follows:

Control of NATO Inventories was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

Criteria that may indicate control of an asset
The act of purchasing the asset carried out (or resulted from instructions given) by the NATO Reporting Entity.
The legal title is in the name of the NATO Reporting Entity.
The asset is physically located on the premises or locations used by the NATO Reporting Entity.
The asset is physically used by staff employed by the NATO Reporting Entity or staff working under the NATO Reporting Entity's instructions.
The fact that the NATO Reporting Entity can decide on an alternative use of the asset.
The fact that the NATO Reporting Entity can decide to sell or to dispose the asset.
The fact that the NATO Reporting Entity, if it has to remove or destroy the asset, can take the decision to replace it.
The fact that a representative of the NATO Reporting Entity regularly inspects the asset to determine its current condition.
The fact that the asset is used in achieving the objectives of the NATO Reporting Entity.
The fact that the asset will be retained by the NATO Reporting Entity at the end of the activity.

Capitalisation thresholds relevant to the financial statement are as follow:

Category	Threshold	Basis
Consumables	€50,000	Per location/warehouse
Spare Parts	€50,000	Per location/warehouse
Ammunition	€50,000	Per location/warehouse
Strategic stocks	€50,000	Per location/warehouse

The MSIAC will capitalise inventory which it controls in its financial statements. Where there is a conflict between more than one NATO Reporting Entity as to the control of inventory, only the end-user entity will report the inventory in its financial statements, based on reliable information provided by the NATO services provider entity as defined in individual agreements between the two entities.

The MSIAC will include transportation costs involved in bringing the inventories to their present location and condition in the initial valuation of inventory. These costs will be measured on the actual cost of transportation per item of inventory or by using an apportionment of the global transportation costs of bringing the inventories to their present location and condition across all inventory items in the period. Transportation costs involved in the subsequent movement of inventory which brings them into operational use will not be included in the value of inventory. The method of measuring these costs will be disclosed.

The MSIAC may consider inventory acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed.

For inventory held prior to the 1 January 2013, and not previously recognized as an asset, the MSIAC will provide a brief description of inventory held within their inventory recording systems in the notes to the financial statements. Such disclosure will include as a minimum the types of inventories held, locations where inventories are held and the approximate number of items held per asset category.

Where this adaptation conflicts with another requirement of IPSAS this adaptation shall apply. For the remainder, IPSAS 12 shall apply.

The MSIAC assesses inventories under IPSAS 12. The outcome of this assessment is that the value of the inventories is immaterial both in value and in terms of the nature of the items held. Consequently, inventory is fully expensed on receipt. The materiality will be assessed each year.

In consideration of the above thresholds, MSIAC currently has no inventory.

Non-current assets - Fixed assets (Property, Plant & Equipment and Intangible Assets)**a. Property, Plant & Equipment**

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 17 Property Plant and Equipment.

Control of NATO PPE was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset – they are the same as mentioned above under Inventory. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

Capitalisation thresholds relevant to the financial statement are as follow:

Category	Threshold	Depreciation life	Method
Land	€200,000	N/A	N/A
Buildings	€200,000	40 years	Straight line
Other infrastructure	€200,000	40 years	Straight line
Installed equipment	€ 30,000	10 years	Straight line
Machinery	€ 30,000	10 years	Straight line
Vehicles	€ 10,000	5 years	Straight line
Aircraft	€200,000	Dependent on type	Straight line
Vessels	€200,000	Dependent on type	Straight line
Mission equipment	€ 50,000	3 years	Straight line
Furniture	€ 30,000	10 years	Straight line
Communications	€ 50,000	3 years	Straight line
Automated information systems	€ 50,000	3 years	Straight line

The MSIAC considers PPE acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed. However, existing accounting policies will continue to be applied for any PPE assets already capitalized prior to 1 January 2013. For PPE upgraded after 1 January 2013, only the portion related to the modification will be capitalized.

In consideration of the above thresholds, MSIAC currently has no PPE.

b. Intangible Assets

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 31 Intangible Assets. It is described as follows:

Control of NATO Intangible Assets was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset – they are the same as mentioned above under Inventory. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

NATO Intangible Assets Capitalisation Thresholds - MSIAC will capitalise each intangible asset item above the following agreed NATO thresholds:

Category	Threshold	Depreciation life	Method
Computer software (commercial off the shelf)	€50,000	4 years	Straight line
Computer software (bespoke)	€50,000	10 years	Straight line
Computer database	€50,000	4 years	Straight line
Integrated system	€50,000	4 years	Straight line

MSIAC will capitalise all controlled intangible assets above the NATO Intangible Asset Capitalisation Threshold. For anything below the threshold, the MSIAC will have the flexibility to expense specific items.

MSIAC will capitalise integrated systems and include research, development, implementation and can include both software and hardware elements. But the MSIAC will not capitalise the following types of intangible assets in their financial statements:

- rights of use(air, land and water);
- landing rights;
- airport gates and slots;
- historical documents; and,
- publications

MSIAC will capitalise other types of intangible assets acquired after 1 January 2013 including:

- Copyright
- Intellectual Property Rights
- Software development

MSIAC may consider Intangible Assets acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed.

MSIAC will report controlled Intangible assets in its financial statements. Where there is a conflict between more than one NATO Reporting Entity as to the control of intangible assets, only the end-use entity will capitalise the intangible asset in its financial statements based on reliable information provided by the NATO services provider entity as defined in individual agreements between the two entities.

For intangible assets held prior to the 1 January 2013, and not previously recognized as an asset, MSIAC will provide a brief description of intangible assets held in its intangible asset recording systems in the notes to the financial statements. Such disclosure will include as a minimum the types of intangible held, locations where intangible assets are held and the approximate number of items held per asset category.

If an intangible asset is upgraded after 1 January 2013, only the portion related to the modification will be capitalised.

Where this adaptation conflicts with another requirement of IPSAS this adaptation will apply. For the remainder, IPSAS 31 shall apply. This adaptation is effective for financial reporting periods beginning on 1 January 2013.

In consideration of the above thresholds, MSIAC has no Intangible Assets.

Non-Current Assets Other Than PPE

There are none.

Current Liabilities

a. Payables

Payables are amounts due to third parties, based on goods received or services provided that remain unpaid. These include estimates of accrued obligations to third parties for goods and services received but not yet invoiced.

b. Advances and Unearned revenue

Advances are contributions received related to future year's budgets. Funds are called in advance of their need because MSIAC has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

Unearned revenue represents participating nations contributions which have been called for current budgets but that have not yet been recognised as revenue in the absence of any related budgetary expenditure.

Non-Current Liabilities

The MSIAC has no non-current liabilities.

Revenue Recognition

Revenue comprises contributions from Member Nations.

Revenue is recognised to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognises a liability until the condition is fulfilled.

Contributions to be called from Member Nations, based on the budget they approved, are initially recorded as unearned revenue liabilities. They are recognised as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned in the approved Budget.

Transformational adjustments were made in calculating earned revenue and expenses in the Statement of Financial Performance.

Segment Reporting

A segment is a distinguishable activity or group of activities for which it is appropriate to separately report financial information. There is no segment in MSIAC.

Statement of Financial position

NOTE3: CASH AND CASH EQUIVALENTS

The current bank accounts are held in EUR. Deposits are held in interest-bearing bank accounts, immediately available.

Considering the various interest rates paid on the various types of bank accounts, most funds were placed in the short-term account as of 31 December 2015.

NOTE 4: FUNDS MANAGED FOR THIRD PARTIES

MSIAC does not manage funds for third parties.

NOTE 5: ACCOUNTS RECEIVABLE

Contributions receivable from member nations are funds requested from the Nations to finance the MSIAC budget. The call for contribution was issued on 25 February 2015 (FC(CC)(2015)0003(MSC-01).

At year-end 2015, an amount of EUR 8,000 was outstanding in relation to payment of a budgetary contribution pending regularisation of an overpayment of similar amount in 2014. At year-end 2014, outstanding budgetary contributions relating to previous financial years amounted to EUR 84,000.

Other Receivables relate to miscellaneous amounts due to the Project (e.g. essentially advances to staff for education allowances etc.).

NOTE 6: PREPAYMENTS

Corresponds to services to be delivered in the following years (typically travel expenses).

NOTE 7: INVENTORIES

Nothing to report, inventories are not considered material.

NOTE 8: NON-CURRENT ASSETS

MSIAC has registered no non-current assets.

NOTE 9: ACCOUNTS PAYABLE

Payables and accrued expenses may be to commercial suppliers, staff, other NATO bodies or MSIAC member Nations.

Payable to suppliers relates to goods and services for which an invoice has been received, checked, and queued for payment but for which payment was still pending at year-end.

Accrued expenses correspond to the estimated accrual obligation to third parties for goods and services received but not yet invoiced.

Payable to nations

A payable of EUR 555,124.54 (EUR 451,749.39 at year-end 2014) is in relation to the reimbursable salaries and represents the amount due to the United States (US) for one civilian staff member who is paid directly by the US government. This amount payable is usually paid by the US subtracting it from its annual contribution payment to MSIAC.

Amounts corresponding to 2015 lapsed credits (EUR 166,040.40) and to net interests earned in 2015 (EUR 1,868.19) were payables to MSIAC member Nations. Up to now, the standard practice of the MSIAC Steering Committee has been to add these amounts to the Project Accumulated Surplus (see note on Net Assets).

NOTE 10: DEFERRED REVENUE**Unearned Revenue**

Unearned revenue corresponds to contributions called for the current year or before (received or receivable) but for which corresponding expenditures will be incurred after the reporting date of 31 December 2015. They include principally those amounts of contributions which will be spent in subsequent years on the MSIAC Budget. If the funds are not spent by the end of the second year following the year in which they have been approved, these funds may be kept and used an additional year.

NOTE 11: ADVANCES

No advances are called in the context of the standard call for contributions process applicable to MSIAC.

No advance payments were made by MSIAC member Nations, with the exception of EUR 8,000 in 2014 that are pending regularisation.

NOTE 12: SHORT TERM PROVISIONS

There are no short term provisions.

NOTE 13: OTHER CURRENT LIABILITIES

For 2015, these consist essentially of transactions relating to MSIAC and funded and allocated in accordance with its budget but which were executed in the NATO International Staff accounts during 2015. Therefore they were treated as inter entity transactions, as both these NATO entities are controlled by the OFC accounting system (automatically picked-up by the ERP). These transactions are pending regularisation.

NOTE 14: NON-CURRENT LIABILITIES AND LONG TERM UNEARNED REVENUE

The long term unearned revenue is unearned revenue in relation to net carrying amounts of Property, Plant and Equipment and intangible assets. Revenue is recognised over the estimated life cycle of the Property, plant and equipment and the intangible assets. There are no non-current liabilities.

NOTE 15: NET ASSETS

Net Assets correspond to MSIAC's Project Accumulated Surplus.

The Project's Accumulated Surplus of EUR 954,987.12 (EUR 1,079,388.65 at year-end 2014) relates to funds held under the direction of the Steering Committee. It is comprised of the previous year's surplus (EUR 1,079,388.65) plus 2014 lapsed funds (EUR 118,811.37) plus net interest earned in 2014 (EUR 1,987.10) plus miscellaneous income (EUR 0.00) minus the amount of surplus allowed for use in funding the 2015 budget (EUR 245,200.00).

The Steering Committee keeps these funds in case of emergency funding needs for the Project. The growth in accumulated surplus over previous years reflects more Nations entering the Project but zero growth in Project staff. Over the mid-term the Steering Committees' intent is to keep 5-6 shares worth of reserve funding.

Statement of Financial Performance**NOTE 16: REVENUE**

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

Revenue from member Nations' budgetary contributions is considered as non-exchange revenue in consideration of the fact that the shares are equal. Non-exchange revenue is matched with expenses stemming from budget execution.

NOTE 17: EXPENSES**Wages, Salaries and Employee Benefits**

The personnel costs include all civilian personnel expenses as well as other non-salary related expenses in support of funded activities. They also include expenses for salaries and emoluments for approved NATO permanent civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation and removal, and for contracted consultants and training.

Supplies and Consumables Used

This item also includes expenses attributed to Capital Expenses from a budget perspective, if they do not meet the criteria of PPE or Intangible Assets (EUR 38,000 in 2015 and EUR 63,055.38 in 2014).

NOTE 18: BUDGET INFORMATION**NATO MSIAC Budget**

Presently, the NATO MSIAC Budget is not publicly available.

The actual amounts referred to by IPSAS 24 ("amounts that result from execution of the budget") are considered to be the commitment of credits.

Presentation of budget information in the financial statements

An analysis of the budget execution for the current and the previous year is provided in Annex5. The MSIAC budget execution compares the budget's authorized credits and the actual amounts committed and expended.

The MSIAC budget classification is based on the economic nature of the expenses broken down into three chapters as follows:

Chapter I : Personnel Expenses
Chapter II : Operating Expenses
Chapter III : Capital Costs

The MSIAC Budget is prepared for the same period (1 January to 31 December) and encompasses the same entity as these financial statements.

Changes to the budgetary regulations were introduced by the North Atlantic Council in 2015 in approving a new set of NATO Financial Regulations. The new NATO Financial Regulations were made applicable to the 2015 budget year as from 1 May 2015. They have in particular instilled an accruals based approach to budget preparation and budget execution, whereas before the approach was largely cash based. As a consequence, it is not possible to compare the budget executions of 2014 and 2015, since the underlying concepts differ. It has not been possible to restate the 2014 budget execution in order to make it comparable.

The budget execution for 2015 may contain flaws since (a) the budget was prepared and approved in 2014 before the new Financial Regulations were formally approved and (b) two sets of regulations were in force during 2015, with the new ones as from 1 May 2015. In addition, commitments that were carried-forward from previous years into 2015 had been approved and were executed in accordance with the old rules.

Up until 2014, the budget and accounting bases differed. The MSIAC Budget was prepared and executed on a commitment basis; it is not fully prepared on an accrual basis. As from 2016, these differences should become smaller, with 2015 being a transition year.

The MSIAC budget is prepared and executed as follows:

- 1) The commitment of credits is the advance acceptance and recording of the financial consequence resulting from a legal obligation incurred during the financial year. As a consequence credits are allocated, and commitments are approved, for goods, services and works to be delivered at a later stage. Up until 2014, commitments have been settled when an invoice is presented for payment, and not when the service is rendered or goods delivered as is the case for expenses under accrual accounting and with the new NATO Financial Regulations. Commitments of appropriations are now supposed to correspond to services or goods to be received in the course of the year.
- 2) Unliquidated commitments are carried forward and added to the budget of the following financial year in relation to an existing legal commitment or if a special agreement is given by the Steering Committee. Under the previous financial rules, unliquidated commitments would correspond to the amounts remaining to be paid. Under the new regulations they would

correspond to services not received or goods not delivered, at year-end, for specific circumstances, and should therefore normally be equal to zero. Outstanding commitments can be carried forward for two years. As a consequence, the services or goods received may relate to a commitment of credits from previous years' budgets. Whereas the previous Financial Regulations allowed for an almost automatic carry-forward of credits provided a contract was signed, with the new Regulations the carry-forward should be justified by a reason for which the services or goods could not be received in the course of the year. As a consequence, carried-forward credits herein follow two different rules.

- 3) Commitments, because they are an advance acceptance, and because payments cannot be made above approved credit levels, typically include an estimation factor and are (if only slightly) higher than the actual amount eventually paid. This results in commitments being higher than the actual expenses and in credits eventually lapsing.
- 4) Commitments are only made in respect of future payments (old rules) or expenses (new rules) relating to the initial purpose of the commitment. Commitments for capital expenditures are normally made in the year during which the purchase order is issued. In accrual accounting, the related costs would not appear in the Statement of Financial Performance but in the Balance Sheet and only upon reception of the works, goods or services. Conversely, there is no budgetary commitment of credits for non-cash flow transactions such as capital depreciation or provisions which would normally appear in the Statement of Financial Performance under accrual accounting.
- 5) On an exceptional basis, the MSIAC Steering Committee may approve the carry-forward of credits without any prior legal commitment, for instance for projects at their initiation stage or planned expenditures. In accrual accounting there would be no expense recorded.
- 6) The balance of unused budgetary credits (not committed) lapses and is returned to Member Nations at year-end. Lapses may include cases where a project was eventually not completed or started, and therefore lead to no expense.

Outstanding commitments can be carried forward during two years.

Reconciliation between Budget Execution and Statement of Financial Performance

(a) Statement of financial performance Total Expenditure	1,536,208.56
(b) PP&E Acquisition	-
(c) Financial Costs	-
(d) Budget Execution Total Expenditure	1,536,208.56

The final 2015 budget authorization amounted to EUR 1,719,730.69, whereas actual commitments in 2014 amounted to EUR 1,553,670.29. The difference, which amounted to EUR 160,040.40, lapsed. As such the latter amount becomes part of the annual 2014 budget surplus and should be returned to the contributing Nations unless they should decide to re-use this surplus.

Reconciliation between Budget and Calls for Contributions

The funding of the budget is made of one call for contributions, carried over credits and a part of previous years' surplus.

The 2015 MSIAC Budget authorization was EUR 1,673,200. In addition, an amount of EUR 46,530.69 corresponded to credits carried-forward from previous financial years; the related amounts were fully funded by contributions called before 1 January 2015.

The budget authorisation specific to 2015 amounted to EUR 1,673,200. It was funded as follows.

The 2015 call for contribution was issued on 25 February 2015 (FC(CC)(2015)0003(MSC-01)). As directed by the Steering Committee, the call covered EUR 1,428,000. The remainder of EUR 245,200 for the 2015 annual budget was financed by the refundable surplus reported from previous years.

NOTE 19: WRITE-OFFS

Nothing to report.

NOTE 20: LEASES

MSIAC does not have any financial leases.

NOTE 21: RESTRICTIONS ON FIXED ASSETS

There are no restrictions on fixed assets.

NOTE 22: CONTINGENT LIABILITIES

There have been no contingent liabilities identified that would be expected to result in a material obligation.

NOTE 23: CONTINGENT ASSETS

Nothing to report

NOTE 24: EMPLOYEE DISCLOSURE

Accounting for employee benefits is accounting for any liability in relation to all forms of consideration given by an entity in exchange of service rendered by employees.

It should be noted that the NATO-IS is managing centrally three pension programmes, namely the Defined Benefit Pension Scheme (DBS), the Provident Fund and the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) as well as the Retirees Medical Claims Fund (RMCF), covering staff employed by all NATO bodies. NATO-wide financial statements are issued by NATO-IS Office of Financial Control for the three Pension Schemes and the RMCF, therefore, no related assets or liabilities are recognised in these financial statements.

For 2015, MSIAC had an approved Personnel Establishment of 9 positions funded by the MSIAC budget (9 for 2014).

End 2015, six staff members (same as 2013) participated in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) administered by NATO. The DCPS provides that the MSIAC budget makes a 12 percent monthly matching contribution to the staff members' contributions for current service. End 2015, two other employees (same as 2014) participated in NATO's Defined Benefit Pension Scheme (DBPS): a deduction of 9.5% of their salaries is made and contributed to the annual financing of this Plan. In addition, the MSIAC budget makes a monthly matching contribution of 19% to the DBPS. Consequently, the MSIAC has neither DBPS nor DCPS liabilities for its staff members. These contributions are expensed during the year in which the services are rendered and represent the total pension obligation of the entity.

End 2015, one staff member was employed on a reimbursable basis with an agreement between NATO-IS and the United States (same for 2014). The individual is remunerated and accrues pension rights under the United States pension scheme.

	2015			2014		
amounts in EUR	Staff	Employer	Total	Staff	Employer	Total
Co-ordinated Pension Scheme	11,408.52	22,817.04	34,225.56	37,379.00	56,068.35	93,447.35
Defined Contribution Pension Scheme	43,281.35	61,234.98	104,516.33	10,627.44	21,254.88	31,882.32
Reimbursable Staff		8,859.73	8,859.73		11,673.85	11,673.85
TOTAL	54,689.87	92,911.75	147,601.62	48,006.44	88,997.08	137,003.52

Untaken leave by MSIAC staff is not considered material.

NOTE 25: KEY MANAGEMENT PERSONNEL

The MSIAC Steering Committee (one representative per member nation) is the governing body of the MSIAC. Steering Committee members are nominated by their respective national authorities. They are paid on the basis of applicable national pay scales. The Steering Committee members do not receive from MSIAC or NATO any additional remuneration for Steering Committee responsibilities or access to benefits.

The key management personnel of the MSIAC Office consists of the Project Manager established post (A5). The Project Manager is responsible for the overall operational management of MSIAC.

There are no other remunerations or benefits to key management personnel or their family members.

NOTE 26: RELATED PARTIES

Key management personnel have no significant party relationships that could affect the operation of the MSIAC Office.

In 2015, NATO International Staff charged MSIAC an amount of EUR 60,395 for administrative support costs (EUR 56,225.87 in 2013) and EUR 29,673.21 for common operating costs (EUR 30,092.86 in 2013). In addition, the International Staff charges an annual rent for office space occupied in Building Z (EUR 36,125.62 in 2015 and in 2014).

* * * * *

List of acronyms:

BC-	Budget Committee
CNAD	Conference of National Armaments Directors
DI	Defence Investment Division
ERP	Enterprise Resource Planning
IPSAS	International Public Sector Accounting Standards
IS	International Staff
MOU	Memorandum of Understanding
MSIAC	Munitions Safety Information Analysis Centre
NIMIC	NATO Insensitive Munitions Information Centre
PPE	Property, Plant and Equipment